

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE

JEUDI 12 JUIN 1969

N° 415. 1,50 F

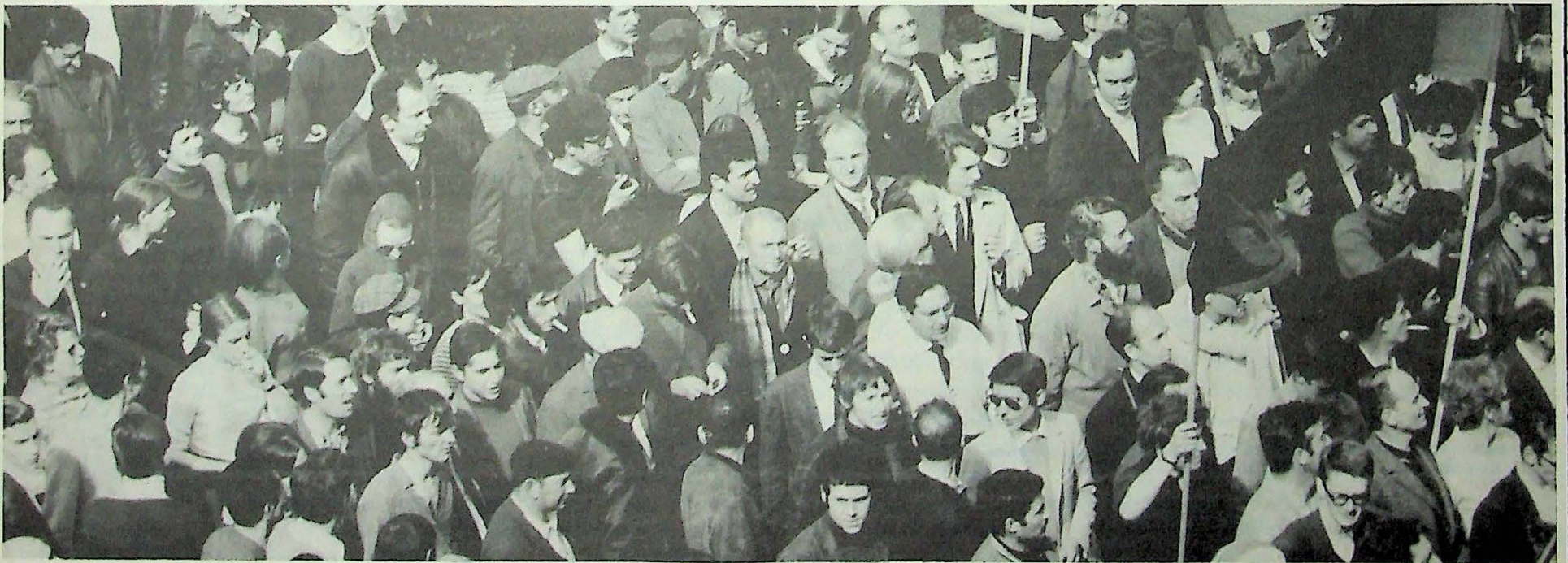


POURSUIVRE



A.D.N.P.

# LE VRAI COMBAT



# Sommaire

<b>Etude</b>	20. Tchécoslovaquie : le retour à l'ordre ancien Gilbert Chantaire
4-5. Qu'ont-il pensé du mouvement de mai ? Jacqueline Giraud	<b>Luttes ouvrières</b>
<b>Politique intérieure</b>	14. Bordeaux : l'affaire des chantiers navals
6-7. Entre Moscou et Washington Manuel Bridier	15. Grève modèle à la Sollac Jacques Ferlus
<b>Election présidentielle</b>	<b>Notre société</b>
8-9. Mythes et réalités Christian Guerche	16. Le père le plus méritant Rémy Grillault
<b>Politique internationale</b>	<b>Vie militante</b>
10-11 La vraie signification de l'alliance atlantique Henri Beley	17. Souscription nationale Daniel Frachon
12. Entretien avec Vittorio Foa Bruno Crimi	<b>Vie culturelle</b>
13. Le rituel de Moscou Pierre Gautier	18. Ruzante, paysan prolétarisé Dominique Nores Lulu Bernard Sizaïre
	19. Certifié exact Jean-Paul Fargier

# Déclaration de la Direction Politique Nationale

En mai 1968, le vaste mouvement des étudiants et des travailleurs avait affirmé sa volonté d'en finir non seulement avec le gaullisme mais avec le système capitaliste dans son ensemble.

Le déplacement des luttes sur le plan exclusivement électoral ne permettait pas de donner une issue favorable à cette aspiration. L'ambiguïté de la victoire du NON au référendum et les résultats du premier tour des élections présidentielles en sont une claire démonstration.

Le P.S.U., quant à lui, en présentant la candidature de son secrétaire national Michel Rocard, s'est efforcé d'utiliser la campagne électorale pour donner une plus large audience aux objectifs du courant socialiste.

Au second tour, le système en vigueur ne laisse aucune possibilité pour les forces populaires de s'exprimer. Les deux candidats qui restent en présence étaient dans le même camp en mai 68. Poher ne pourrait faire en aucun cas une autre politique que Pompidou, son objectif n'est d'ailleurs plus, à l'heure actuelle, de bat-

tre celui-ci, mais de constituer, en cas de nouvelle crise, une « solution de recours » permettant de préserver le même régime social et de détourner une fois de plus sur une voie de garage les forces d'opposition. L'enjeu de la bataille, c'est la constitution de l'ensemble des travailleurs en une force d'intervention politique qui rende impossible l'application des plans de la bourgeoisie.

C'est pourquoi le P.S.U., après avoir consulté l'ensemble de ses adhérents, n'appelle pas les travailleurs à rester les spectateurs passifs d'un jeu piégé. Il les appelle à se rassembler pour les campagnes d'action nécessaires à l'organisation de leurs forces. Il les appelle à manifester leur opposition au capitalisme par le refus de prendre part au vote (sous la forme qui leur paraîtra la meilleure, qu'il s'agisse du vote nul, du vote blanc, ou de l'abstention délibérée).

**LE 15 JUIN, AUCUN TRAVAILLEUR NE DOIT DONNER SA VOIX AUX CANDIDATS DE LA BOURGEOISIE, POHER ET POMPIDOU.**

Le P.S.U. invite les travailleurs et les étudiants à développer les luttes sur leur propre terrain en prenant une part active aux campagnes du courant socialiste :

— pour le contrôle des travailleurs sur les conditions et l'utilisation de leur travail, seul moyen de garantir des succès durables dans la lutte revendicative ;

— contre l'intégration capitaliste dans les campagnes ;

— contre l'impérialisme américain, ses alliés ou ses complices en France et dans d'autres pays ;

— pour une information au service du peuple et pour la liberté d'expression ;

— contre la répression dans les lycées, les facultés, les entreprises et dans la vie régionale.

Il les appelle à venir renforcer ses rangs et à développer partout le courant socialiste qui s'est exprimé à travers la candidature de Michel Rocard, et a choisi de poursuivre activement la lutte jusqu'à la victoire du socialisme. □

## tribune

socialiste

**Directeur Politique**  
Jean-Marie Vincent

**Comité de Direction**  
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

**Secrétaire de la Rédaction**  
Philippe Guyot.

**Comité de Rédaction**  
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre, Dominique Yvoire.

**Maquette**  
Claude Picart

**Publicité**  
Jean-Claude Gillet

**Directeur de la Publication**  
Guy Degorce

Hebdomadaire  
du P.S.U.

**Rédaction - Administration et Publicité :**  
54, Bd Garibaldi  
Paris (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :  
Administration : 783.19-20  
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré à 25.000 exemplaires

### Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale  
au Siège  
de l'administration  
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>.

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>



# A bas la V<sup>e</sup> République

Jean-Marie Vincent

Il n'y a pas de candidat de gauche au deuxième tour des élections présidentielles. Cette constatation a fait couler beaucoup d'encre; de nombreux commentateurs se sont efforcés d'en chercher les raisons, mais le plus souvent sans dépasser le stade de l'analyse conjoncturelle. Ah ! si Mollet avait eu le nez plus fin à Alfortville, si Defferre s'était moins fait d'illusions sur les voix qu'il pouvait obtenir, si les communistes s'étaient montrés un tout petit peu plus conciliants dans leurs déclarations ! On pourrait ainsi continuer à l'infini, et pourquoi pas élire un président de la République de gauche.

S'il y a pourtant une chose qui crève les yeux pour un observateur qui n'est pas empêtré dans le petit train-train de la vie électoral, c'est bien que cette chère vieille gauche française a créé ou pour le moins aidé à créer le mythe Poher au premier tour, comme elle avait contribué à la légende du général de Gaulle en 1944, puis en 1958. Par un processus opportuniste tout à fait classique, la gauche social-démocrate et communiste a préféré éviter des affrontements difficiles en poussant en avant des « démocrates » et « autres républicains » élevés à la dignité d'adversaires conséquents du « pouvoir personnel ». En d'autres termes, la gauche traditionnelle a pris le risque de borner ses objectifs à un changement de personne en présentant la lutte contre le gaullisme comme une sorte de lutte pour l'élimination d'un monarque d'un autre âge.

De ce fait elle a fermé les yeux sur une réalité essentielle. A l'abri de la façade plébiscitaire chère à de Gaulle, les hommes de la V<sup>e</sup> République ont mis en place un système institutionnel qui, de l'économie à la politique, s'efforce de répondre aux besoins fondamentaux du capitalisme moderne. Le pouvoir politique dans ce cadre tend à se rendre indépendant des mouvements d'opinion, il cherche à coordonner son activité avec celle du pouvoir économique patronal en utilisant à plein tous les moyens de l'économie concertée et surtout

il se veut un instrument d'intégration et d'utilisation des groupes sociaux au profit de l'équilibre capitaliste, en d'autres termes il tend à être un instrument de discipline industrielle et sociale.

Tout cela est apparu au grand jour avec la candidature de Pompidou (dès janvier 1969) qui a eu vite fait de faire savoir qu'il n'avait rien à voir avec les tentatives de « participation » à la de Gaulle et qu'il se tenait sur le terrain solide du « pouvoir fort », de l'entente permanente avec les grands de l'économie, du réalisme en politique étrangère et, bien sûr, du dialogue avec toutes ces forces conservatrices, centristes ou giscardiennes, si souvent brisées par de Gaulle. Pompidou se présentait ainsi sans fard comme l'homme du grand capital, comme l'homme prêt à appliquer ses plans et à défendre ses conquêtes : les structures autoritaires de la V<sup>e</sup> République.

Face à cet homme et à ce programme, Alain Poher semblait bénéficier d'un très fort courant de sympathie. A la veille du premier tour les sondages le donnaient gagnant dans la course présidentielle, une grande partie de l'électorat de gauche s'appêtait à voter pour lui non, certes, en fonction de son programme et de sa personnalité, mais par haine de Pompidou et de tout ce qu'il représente. Très vite, cependant les contradictions de classe de cette candidature « de la démocratie » ont été mises à nu. Les centristes se sont partagés, une partie non négligeable d'entre eux manifesta sa volonté de ne pas lâcher la proie (les offres de collaboration de Pompidou, l'ordre de la V<sup>e</sup> République) pour l'ombre (les aléas de la recherche d'une majorité parlementaire pas trop déportée sur la gauche). A tout prendre la perspective d'un grand rassemblement conservateur sous la direction de Pompidou ne leur paraissait pas dénuée d'intérêt. A l'inverse, nombre d'électeurs populaires ne pouvaient qu'être déçus par le ton conciliant, par les poses de réconciliateur (avec le gaullisme) pris par Alain Poher afin de disputer sa clientèle centriste aux sirènes pompidolien-

nes. Entre les deux candidats de la droite il y eut une sorte d'émulation pour apparaître rassurants aux possédants de toutes sortes. De ce fait le sabre de bois de M. Poher fit de moins en moins impression.

Pour le deuxième tour, les contradictions entre la base sociale de la candidature Poher (le centrisme conservateur) et la nécessité pour le candidat de faire appel à des électeurs populaires se font encore plus criantes. Etant donné le score relativement faible du premier tour, les centristes craignent encore un peu plus d'être prisonniers d'une pression des masses et Poher se trouve pris dans le dilemme de perdre à droite ce qu'il gagne à gauche et « vice versa ».

C'est pourquoi nous disons aux travailleurs qui seraient tentés de voter Poher le 15 juin pour manifester leur opposition à Pompidou, qu'ils feraient un jeu de dupes. Poher n'est pas une arme efficace contre le pompidolisme parce qu'il ne veut pas et ne peut pas en attaquer les bases de classe, parce qu'il ne veut pas et ne peut pas faire appel aux aspirations profondes à la libération existant dans les couches exploitées et opprimées de notre société.

Nous leur disons aussi qu'il ne faut pas se laisser démoraliser par les défaitistes qui voient déjà Pompidou installé à l'Élysée pour sept ans et même pour quatorze ans selon certains. Pompidou qui doit être le 15 juin l'élu de la minorité, face à l'hostilité des travailleurs, jouera son sort et celui de son régime non sur le terrain électoral, mais sur celui des luttes sociales. Pour défendre une stabilité qui est celle des privilèges fiscaux et de la spéculation, pour assurer une continuité qui est celle de la répression, pour promouvoir un progrès qui est celui des profits, il lui faudra tromper, discipliner, mater les travailleurs.

Mais c'est justement une tâche impossible à accomplir sur une longue période. Pompidou pourra tenter de nouveaux Grenelle, pourra faire donner son ministre de l'Intérieur, il n'empêchera pas la résistance des travailleurs à l'exploitation capitaliste et de nouvelles vagues de lutte. □

# Qu'ont-ils pensé du mouvement de mai ?

Jacqueline Giraud

Comment vingt-cinq jeunes (16 à 29 ans), provenant d'horizons variés, ont-ils vécu le mouvement de mai ? Tel est le thème d'une étude qui vient de paraître (1), et qui fut réalisée par une série d'entretiens non directifs entre le 20 juillet et le 5 août 1968.

Originale, cette étude l'est déjà en ce qu'elle met en pratique un nouveau style de relations, hors de l'Université, entre étudiants et professionnels, car elle est l'œuvre collective de deux psychologues sociaux, Monique et Raymond Fichelet, et de quatre étudiants en fin d'études de sociologie, Alain Duclent, Maurice Jourdan-Laforte, Nicole May et Françoise Picq.

Et surtout, elle est la première étude qui ne vise pas à porter un jugement, ni à tirer immédiatement des leçons politiques ou philosophiques. Son objectif est d'élucider, hors de tout schéma théorique pré-établi, comment des jeunes, vivant dans la région parisienne (Paris, Ivry, Créteil, Mantes et Montargis), ont vécu les événements de mai.

Ce qui fonde la valeur de cette étude, c'est d'abord le choix des enquêtés. Parmi eux, deux seulement avaient un engagement politique ou syndical : un lycéen trotskyste et un instituteur, occupant un poste de responsabilité au P.C.F. De plus, tant par leur origine sociale que par leur profession, ils représentent un échantillonnage très varié : ouvriers, employés, vendeurs, lycéens, étudiants, cadres, et même une concierge et son mari, agent de police.

## Pas de condamnation globale

Une première constatation se dégage de ces entretiens : les attitudes à

l'égard du « mouvement de mai » ne sont pas en relation directe avec l'appartenance socio-professionnelle ni avec le milieu d'origine.

On ne peut pas davantage classer ces attitudes selon qu'elles expriment leur accord ou non avec le mouvement de mai. En effet, et c'est un point intéressant, aucun des enquêtés n'oppose une condamnation globale ; sous des formes diverses, chacun donne

son accord à au moins un aspect, une facette du mouvement : « Mai, au début, c'était pas mal, il y a pas mal de choses à réclamer. » « Dans l'Université, il fallait une réforme. » « Les événements ont démontré la nécessité de faire une politique autre que celle de papa », déclaraient les moins favorables.

Pour les auteurs de l'enquête, deux facteurs peuvent expliquer cette adhé-

sion relative. D'abord la localisation géographique des enquêtés leur interdisait de nier la réalité physique des événements. Ensuite, au moment où l'enquête fut réalisée, le « retour à l'ordre » leur permettait d'admettre désormais sans crainte le bien-fondé de certaines revendications.

## Nationalisme et conscience de classe

A quels critères peut-on donc relier les différentes attitudes à l'égard du mouvement ?

Des études antérieures (2) ont montré que les composantes du nationalisme sont de bons indicateurs des positions gauche-droite sur l'échiquier politique français. Ici encore, c'est seulement chez les enquêtés les plus réticents à l'égard de mai, chez ceux qui n'en acceptent que ce que le gaullisme en a retenu, qu'on relève des composantes nationalistes. « On a vu arracher des drapeaux tricolores, ça choque », « C'est triste de voir la France dans un état pareil », « Cohn-Bendit... s'il s'était appelé Dupont, ça aurait eu beaucoup plus de valeur », tels sont les stéréotypes et les préjugés qui s'accompagnent de processus d'exclusion, à l'égard des étrangers comme à l'égard des Français, dès lors que leur comportement ne correspond pas aux caractéristiques que l'on attribue à la France.

Si riche soit-il, ce critère de nationalisme ne permet cependant de distinguer que deux sous-groupes extrêmes et fondamentalement opposés : les hypernationalistes et les antinationalistes (qui d'ailleurs se déguisent rarement comme internationalistes).

Pour aboutir à une classification plus fine des attitudes, un critère se révèle finalement essentiel : la perception



Collombert

## Vacances en autogestion

Vacances actives et détente, autogérées par les militants et sympathisants du courant socialiste.

ALGERIE - TCHECOSLOVAQUIE - YOUGOSLAVIE.

1 s. circuit et visites, 1 s. rencontres et débats, 1 s. détente libre.

Thèmes : l'autogestion et la planification, la démocratie politique.

Dates : 3 s. du 5 au 27 juillet ; du 3 au 24 août.

2 s. : du 5 au 20 juillet ; du 3 au 17 août.

PRIX TOUT COMPRIS

		séjours JEUNES	séjours COURANTS
<b>ALGERIE.</b>			
Marseille - Marseille (bateau)	3 s.	600 F	800 F
	2 s.	500 F	700 F
Paris - Paris (avion)	3 s.	750 F	1 000 F
<b>YOUGOSLAVIE - TCHECOSLOVAQUIE</b>			
Paris - Paris	3 s.	700 F	900 F
	2 s.	600 F	800 F
ROUMANIE		950 F	950 F
ALBANIE		950 F	950 F
CUBA, à partir de		1.950 F	

AUTRES PAYS : Paris - Paris, juillet et en août

LIBAN ... 2 s.	800 F	3 s.	1 000 F	TURQUIE .. 27 j.	900 F
EGYPTE .. 3 s.	1 200 F	4 s.	1 300 F	MEXIQUE . 4 s. (août)	2 150 F
INDE ..... 3 s.	2 300 F	4 s.	2 400 F		

TRANSPORTS AVIONS (par lignes régulières ou charters de Paris - Paris).

ALGERIE .....	450 F	INDE .....	1 600 F
LIBAN .....	900 F	BRESIL .....	2 000 F
EGYPTE .....	850 F	PEROU .....	2 000 F
MEXIQUE .....	1 550 F	NEW YORK .....	850 F
		LOS ANGELES .....	1 300 F

● Pour toute demande soit d'inscription, soit de renseignement s'adresser à :

DECOUVERTE ET CULTURE  
81, rue Mademoiselle - PARIS-15<sup>e</sup>

Communiqué.

de la société globale comme étant — ou non — structurée en groupes hétérogènes, irréductibles les uns aux autres, et les attitudes à l'égard du devenir de ces groupes.

Selon ce critère, trois sous-groupes se dégagent :

1) les « personnalistes », qui reconnaissent bien l'existence de « groupes sociaux », mais pour qui être ouvrier ou étudiant est un simple accident de forme qui ne modifie pas l'essentiel, la personnalité. Comme principe de clivage, la jeunesse leur paraît plus importante que la catégorie socio-professionnelle. Pour eux, chacun a la même importance, le même droit d'être compris et le même devoir de comprendre. Ils ne voient de « solution » que dans le dialogue de personne à personne. « ... Le patron peut, à ce moment-là, voir les problèmes de l'ouvrier, mais l'ouvrier peut aussi voir les problèmes du patron... parce que, des deux côtés, il y a des problèmes », déclare un artisan peintre sur tissus de 24 ans ;

2) les conformistes qui, eux, reconnaissent les clivages sociaux, mais les jugent normaux et inévitables. Ces clivages sont définis par la possession ou la non-possession, mais celle-ci est conçue au niveau des individus, non des classes sociales. Aussi, pour eux, la solution, le changement n'est envisagé qu'au plan individuel (la « réussite »), tandis que les structures sociales doivent rester inchangées ;

3) les révolutionnaires, pour qui la division en classes n'est pas considérée comme une règle naturelle mais comme le moyen et le résultat de l'exploitation de la classe ouvrière par la classe dominante. Il est intéressant de noter qu'aucun entretien — mis à part celui du militant du P.C.F. — ne fait apparaître la notion de « classes moyennes ». Il y a, d'un côté, la classe dirigeante, les capitalistes, et de l'autre, les exploités.

Pour tous, même s'ils ne le formulent pas en ces termes, la solution est attendue de la lutte de classes.

Ce groupe, toutefois, se scinde en deux sur la perception de la société oppressive. Il y a les « révolutionnaires classiques », ceux qui ont une certaine culture politique et qui reconnaissent l'aliénation davantage au niveau de la société qu'au niveau du vécu individuel. En conséquence, ils privilégient la praxis sociale par rapport à la praxis individuelle considérée comme un moment, déjà dépassé, de la prise de conscience.

Les « révolutionnaires libertaires » au contraire lient un sentiment d'aliénation vécu à la conscience de cette aliénation au plan de la société globale. Dès lors, il y a pour eux concordance entre praxis individuelle et praxis sociale : le changement de la société sera aussi changement de soi, et n'aura de sens que s'il est changement de soi.

## Le refus de la « politique »

« Conformistes » et « personnalistes » n'ont pas vécu mai de la même manière, essentiellement parce que les premiers ont eu peur, tandis que les seconds ont été plus sensibles au climat de « fête », à la « libération de la parole », à l'ouverture du « dialo-

gue ». Mais les uns et les autres se retrouvent d'accord pour privilégier le mouvement étudiant et pour juger que le mouvement ouvrier a marqué une dénaturation : la récupération par la « politique ». « C'est après, quand le Parti Communiste et les ouvriers s'y sont mis, que c'est devenu politique, que ça a mal tourné... ça a tourné en violence », déclare l'agent de police (classé « conformiste »). « Il y aura toujours des différences politiques... ce qu'il faut chercher, c'est obtenir le même but, sans vraiment s'occuper de politique... », dit également un employé des postes (« personnaliste »).

## Le rôle des organisations

Dans le camp des deux sous-groupes « révolutionnaires », ce qui est instructif ce sont moins les points d'accord (une même attitude globalement favorable, une même volonté de changement social) que les divergences d'attitude.

Pour les « révolutionnaires classiques » est déterminante l'interaction entre les mouvements ouvriers et le mouvement étudiant. Ils situent le mouvement dans ses perspectives historiques : « Les causes objectives sont restées les mêmes ». Et surtout, toute leur analyse se réfère à une stratégie de la prise de pouvoir. En conséquence, même s'ils divergent sur le rôle réellement joué par les organisations politiques et syndicales (pour les uns, elles ont « trahi », pour les autres, elles ont organisé des revendications « efficaces »), tous s'accordent sur la nécessité d'une « organisation révolutionnaire ».

Les « révolutionnaires libertaires », eux, n'ont pas ce recul. Ils adhèrent passionnément et passionnellement au mouvement. Chacun, travailleur et étudiant, raconte ce qu'il a vécu. Entre les deux courants, une distance infranchissable : « Ce milieu étudiant, c'est pas le mien (...) je ne m'y sentais pas à l'aise », dit une employée de bureau, et une élève kinésithérapeute répond : « Les ouvriers, je ne sais pas... Je n'ai vraiment vécu cela qu'au niveau des jeunes. » Mais pour tous, il s'agit avant tout d'un mouvement pour la conquête de la liberté, trahi par la « transformation » de la grève en mouvement revendicatif. Ce que dévoilent leurs réponses, c'est une contestation de toute organisation dirigeante (qu'elle soit au pouvoir ou se propose d'y accéder) en tant que telle, parce que hiérarchique, parce que contraignante, parce qu'elles se valent toutes, parce qu'elles ont pour finalité leur seule conservation.

Ce qu'ils réclament, avec une régularité frappante, c'est l'instruction qui leur permette de comprendre l'organisation sociale pour pouvoir agir sur elle, pour pouvoir s'exprimer « à la base », dans tous leurs groupes de vie, l'entreprise et le syndicat notamment : « La France s'est révolutionnée, à cause qu'on gagnait pas assez, qu'on n'avait pas assez de liberté au sein même de l'usine, malheureusement, l'ouvrier n'est pas assez instruit pour réclamer d'être instruit, alors il a réclamé tout simplement de l'argent », déplore un ouvrier qualifié de 25 ans. Et l'étudiante comme l'employée, déjà citées, enragent de n'être pas assez armées politiquement pour démontrer, convaincre : « Moi je peux pas trouver les arguments qui leur prouvent que la télévision c'est vraiment de la connerie, que ça endort tout le monde, que la réalité n'est pas là », dit l'employée.

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

### EDITIONS DU SEUIL

— LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel .....	7,50 F
— LA C.G.T., d'André Barjonet .....	4,50 F
— INTRODUCTION A UNE POLITIQUE DE L'HOMME, d'Edgar Morin .....	4,50 F
— HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE de Léon Trotsky (2 tomes) .....	19,00 F
— LA CRISE DU FRANC, de V. Volcouve .....	6,00 F
— LE P.S.U., de Michel Rocard .....	4,50 F

### EDITIONS MASPERO

— A.B.C. DU COMMUNISME (2 tomes), de Boukharine .....	12,30 F
— PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE, de Ch. Bettelheim .....	6,15 F
— LE PILLAGE DU TIERS MONDE, de Pierre Jalée .....	6,15 F
— ROSA LUXEMBURG : Œuvres 1 et 2 (2 tomes) .....	12,30 F
— MAI 68, UNE REPETITION GENERALE, de Ben Saïd et Weber ..	8,90 F
— DEMOCRATIE ET CONSEILS OUVRIERS, de M. Adler .....	9,90 F

### EDITIONS ANTHROPOS

— L'IRRUPTION DE NANTERRE AU SOMMET, d'H. Lefebvre .....	15,40 F
— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, de N. Boukharine ..	15,00 F

### CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

— LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE .....	12,00 F
--	---------

### EDITIONS PLON

— J'EN APPELLE A 100.000 HOMMES, de Jean Coin .....	19,00 F
---	---------



**LIBRAIRIE  
TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

## Tenir compte du niveau de conscience

Les auteurs de cette étude ne prétendent pas tirer des conclusions générales de vingt-cinq entretiens. Ce pourrait être cependant le point de départ d'une analyse sociologique véritable du mouvement de mai, qui reste à faire.

Mais sa lecture déjà est riche d'enseignements, en ce qu'elle restitue, à travers les formulations spontanées des uns et des autres, leur véritable niveau de conscience. Il est frappant de constater que les « personnalistes » constituent plus du tiers des enquêtés ; or, en mai, ils ont grossi le flot des contestataires, ils ont rallié ce qu'ils ont d'abord ressenti comme une « fête », sans pour autant poser le problème de la prise du pouvoir. « Hommes de bonne volonté », ils ont fui ensuite devant ce qu'ils ont ressenti comme la dénaturation d'un mouvement idéaliste : sa politisation. A

l'inverse, les « libertaires » se sont sentis frustrés de « leur » mouvement par la « récupération » par les organisations.

Ces derniers dans leur totalité, mais aussi une fraction des « personnalistes » nous posent le problème de l'information et de la formation politique. Il dépend de nous que les uns cessent de récuser totalement le rôle des organisations, et que les autres perdent leurs illusions sur les vertus du « dialogue » et des « bons sentiments » individuels. Encore faut-il, pour se faire entendre d'eux, connaître et comprendre leurs attitudes et leur langage réels. C'est ce qui fait tout l'intérêt de cette première approche psychosociologique. □

(1) Les représentations sociales et les sentiments associés au « mouvement de mai » chez les jeunes de la région parisienne.

(2) « Dimensions du nationalisme », G. Michelet et J.-P. M. Thomas, Armand Colin 1966.

# Entre Moscou et Washington

Manuel Bridier

« Poher ne pourrait faire, en aucun cas, une autre politique que celle de Pompidou. »

Ce jugement de notre direction politique nationale s'applique d'abord, évidemment, à la politique intérieure. Il signifie que les mêmes contradictions économiques, les mêmes conflits sociaux conduiront le gérant du capitalisme à dresser le même refus devant les aspirations des travailleurs, à pratiquer la même répression contre le mouvement ouvrier — que ce gérant s'appelle Poher ou qu'il s'appelle Pompidou. Dans la conjoncture d'aujourd'hui, où chacun sait que Poher ne se bat plus pour l'Elysée mais pour la direction d'une opposition officielle, il signifie que cette opposition est un leurre et qu'elle doit être combattue dès maintenant, dénoncée dès maintenant comme la solution de rechange que le capitalisme se prépare à l'avance pour survivre à de nouvelles crises.

Certains vont plus loin et s'imaginent qu'à certains égards, dans le domaine international, Pompidou vaut mieux que Poher. N'est-il pas, comme le fut de Gaulle, moins docile envers Washington, mieux disposé envers l'Est ?

Il faut en finir avec ce mensonge et reprendre ici, en l'inversant, la phrase de la D.P.N. : dans le domaine international « Pompidou ne pourra faire en aucun cas une autre politique que celle de Poher. »

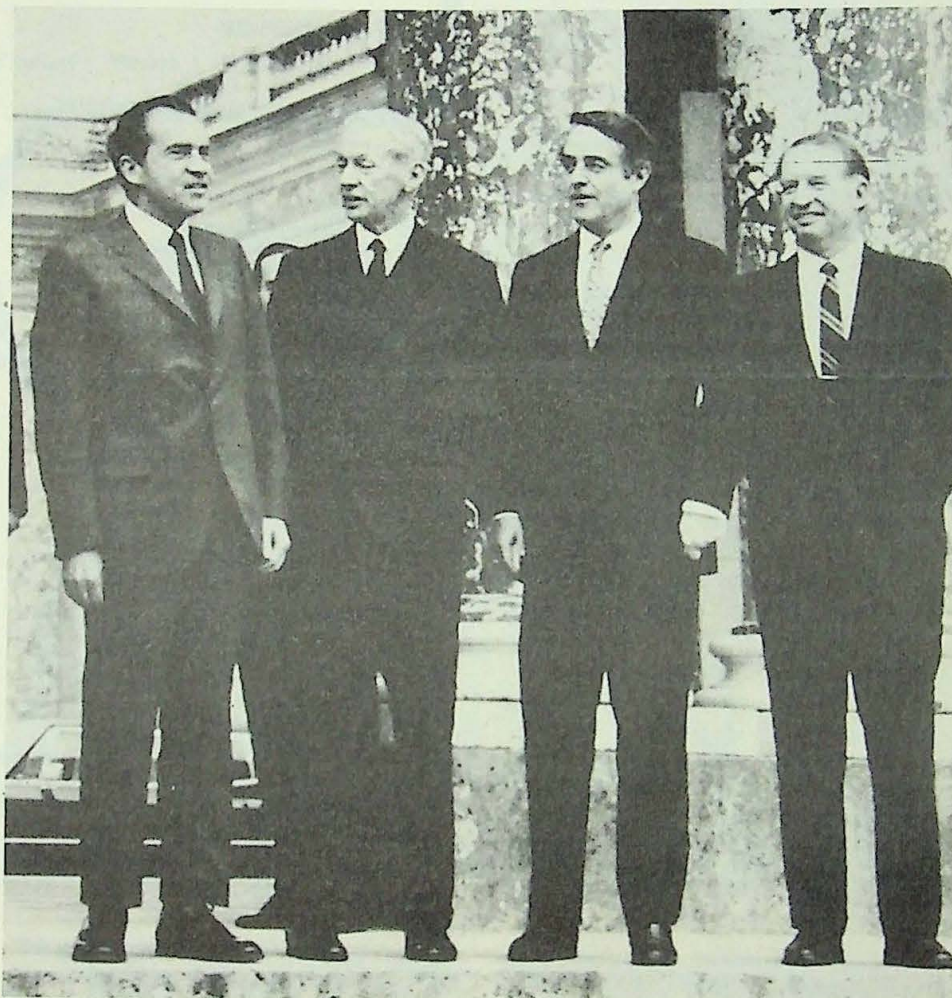
## De Gaulle ou la fin du nationalisme

De Gaulle, il est vrai, a tenté de s'opposer à l'hégémonie américaine. Son règne apparaîtra sans doute comme la dernière tentative historique du capitalisme français à l'indépendance, en tant que puissance impérialiste mondiale : une indépendance fondée sur le maintien camouflé de la domination coloniale, sur le soutien aux racistes d'Afrique du Sud et aux colonialistes portugais, sur l'utilisation politique de la force de frappe pour effacer le camouflet de Yalta et s'asseoir enfin à la table des « vrais grands », pour participer avec eux à la direction du monde.

Souvent habile, sinon efficace, la diplomatie gaullienne a su déguiser son dessein réel sous le couvert d'une défense apparente des

petits, et notamment du « tiers monde », quand il s'agissait en réalité de se servir d'eux pour se hisser au sommet et pour préserver, sous des formes neuves, les prérogatives de l'Empire français.

Alors même que nous approuvions certains aspects positifs, certaines conséquences indirectes de cette politique, nous n'avons cessé de mettre en garde contre les illusions qu'elle suscitait, en France et dans le monde.



A.F.P.

Politique de rêve ou de fauxsemblant pour bien des raisons. Parce que les affaires internationales ne sont pas un domaine particulier, indépendant de la politique intérieure et des réalités économiques. Parce qu'on ne saurait lutter efficacement contre l'impérialisme sur la base de l'impérialisme lui-même. Parce que l'infériorité matérielle du capitalisme français rendait dérisoire cette prétention.

La crise sociale de mai 68 en est pour une large part la conséquence. L'impérialisme français ne pouvait soutenir la concurrence in-

ternationale, compenser son handicap matériel, qu'en aggravant l'exploitation de ses travailleurs.

Entre autres choses importantes, le mouvement de mai a signifié le refus des couches exploitées à se sacrifier pour la cause du capitalisme français.

La crise monétaire de novembre a montré que les classes exploitantes ne croyaient plus elles-mêmes à ce rêve. Dès lors, le nationalisme gaulliste était condamné — les

événements de Prague lui ayant apporté, entre-temps, un coup décisif.

Aussi n'aura-t-il pas fallu attendre le départ du guide pour qu'un coup de barre soit donné dans la direction de l'Ouest. L'alliance franco-américaine contre l'Allemagne occidentale à la conférence de Bonn, les effusions de la rencontre de Gaulle-Nixon, l'attachement réitéré à l'alliance atlantique en sont un aveu public et l'histoire dira le poids qu'a pesé tout l'effondrement de sa politique internationale dans le départ du général de Gaulle et son référendum-sucide.

## Un syndic de liquidation

Pour les besoins de sa campagne électorale, Pompidou se drapait aujourd'hui dans les oripeaux du gaullisme. En bon résistant du mois de septembre, il ne recule devant aucune ignominie chauvine (quitte à désavouer ses amis par la suite) pour présenter Poher comme l'homme de la « collaboration » (sic) avec l'Allemagne de l'Ouest, comme le candidat de Bonn, tandis que lui, Pompidou, candidat officiel de l'agence Tass et de la « Pravda », serait le champion de l'indépendance face aux méchants Américains.

Un simple coup d'œil sur l'actualité réduit à néant cette mascarade. C'est évidemment avec la bénédiction de Pompidou que le gouvernement Couve de Murville a renchéri sur la politique la plus crûment impérialiste du général de Gaulle : fourniture à l'Afrique du Sud d'avions destinés au transport de chars et au largage de parachutistes contre les guérilleros africains ; soutien financier et économique au régime fasciste d'Athènes. Mais il ne suffit pas d'aggraver ce qui était, il faut corriger ce qui ne va plus. Pompidou, à cet égard, n'est pas seulement le légataire universel de De Gaulle, il est le liquidateur de sa faillite.

Les cérémonies du 6 juin étaient une belle occasion pour le clin d'œil à Washington — non certes qu'il s'agisse d'oublier ces souvenirs héroïques d'un temps où Georges Pompidou enseignait pacifiquement la littérature : mais en quelle année leur a-t-on donné un pareil éclat, leur a-t-on prêté une si évidente arrière-pensée politique ?

Washington aura compris le geste, comme Jérusalem appréciera l'assouplissement de l'embargo. Il n'est pas jusqu'à M. Kiesinger qui n'ait rectifié le tir et fait savoir que M. Pompidou serait aussi bon pour lui que M. Poher — pour la simple raison qu'il ne s'agit pas des rêves ou des préférences d'un homme mais de la réalité toute nue du rapport des forces économiques entre la France et les Etats-Unis.

## Le parapluie soviétique

Mais, dira-t-on, il reste l'alliance soviétique.

Il est vrai que Georges Pompidou, en politique internationale,



A.D.N.P.

comme en politique intérieure, sait pratiquer le clin d'œil tous azimuts. Un sourire à l'Ouest, un sourire à l'Est — où l'on a dépêché le sous-ministre de Lipkowsky pour la signature d'un accord économique et culturel, simple renouvellement que rien ne pressait (le précédent restant en vigueur), mais dont il fallait pouvoir se servir (et l'O.R.T.F. s'y est employé) pour les besoins de la campagne pompidolienne.

Là encore, il ne s'agit que d'un faux-semblant et les risettes à Moscou ne sont nullement contradictoires avec le réaligement sur Washington, pour deux raisons évidentes. La première est que le développement de relations économiques avec les pays de l'Est est l'intérêt permanent du capitalisme occidental (français, allemand ou américain) et qu'il s'agit là d'une orientation tout à fait générale. La seconde est que l'Union soviétique elle-même est moins soucieuse de lutter contre l'impérialisme américain que de mettre à la raison les dissidents de son propre camp pour y restaurer son hégémonie, ce qui ne peut pas aller, pour un temps au moins, sans un « modus vivendi » avec l'autre super-puissance. Conception des rapports internationaux qui n'est pas sans rappeler une certaine conception des rapports intérieurs, telle qu'André Malraux n'est pas seul à l'imaginer...

### La vraie bataille internationale

« Ni Moscou, ni Washington », ce fut naguère l'un des slogans du gaullisme. Pompidou lui donne aujourd'hui un sens bien particu-

lier. Entre Moscou et Washington, cherchant à se faire bien voir de l'un et l'autre côté, il reprend sur le mode mineur la revendication d'une place — un strapontin, cette fois — dans le directoire international. Il peut être l'allié prudent des grandes puissances, il n'est pas celui des peuples en lutte pour leur indépendance réelle, contre toutes les hégémonies, toutes les dominations, de l'extérieur ou de leur propre bourgeoisie.

Cette lutte-là, elle ne dépend pas des dosages diplomatiques, elle dépend de la mobilisation et de l'action des masses contre les plans de l'impérialisme et leurs conséquences de tous les jours. Elle trouve contre elle, dans le monde entier, tous les Poher, tous les Pompidou et tous leurs semblables.

Pour nous, en France, en 1969, elle signifie notamment la lutte pour le retrait du pacte atlantique (1), bataille importante, à laquelle nous devons consacrer un très grand effort, une vaste campagne avec l'ensemble des forces socialistes. Bataille importante pour trois raisons :

— Parce qu'elle est une grande bataille internationale, non seulement pour tous nos camarades européens, mais bien au-delà, jusqu'à nos camarades japonais, de Tokyo à Okinawa, engagés dans une lutte acharnée contre l'occupation militaire américaine et pour l'abolition du « Traité de Sécurité » qui fait de leur pays une base atomique contre le Vietnam et contre la Chine.

— Parce qu'elle est une bataille significative qui nous permet de tracer une ligne claire entre

les illusions et les faits, entre l'anti-impérialisme conséquent et l'opportunisme international qui se contente de formules creuses et de bonnes pensées pacifistes.

— Parce qu'elle est, enfin, une bataille efficace contre le pouvoir bourgeois dans notre pays, auquel il faut arracher son masque natio-

naliste à la Pompidou, en mettant à nu ses complicités internationales, en montrant que l'indépendance véritable passe par la lutte socialiste à l'échelle mondiale, par la solidarité de tous les peuples contre l'adversaire impérialiste commun. □

(1) Voir en page centrale l'article d'Henri Beley.

## LE CLUB JEUNESSE ET CULTURE

11, rue Vernier - Paris (17<sup>e</sup>) - Tél. : 380-73-38

Vous offre la possibilité de vous rendre aux Etats-Unis cet été, soit par avion, soit par bateau, au prix forfaitaire de 500 FRANCS.

### PAR BATEAU

Le club a affrété le S.S. « Ryndam », équipé des installations les plus modernes (air conditionné, piscine, salle de théâtre, activités sportives, etc.).

Le S.S. « Ryndam » peut accueillir 980 passagers à bord, en cabines de 2, 3 et 4 lits.

### DATE DE DEPART :

21 JUIN au départ du HAVRE ;  
28 JUIN arrivée à NEW YORK.

### CONDITIONS :

500 FRANCS par personne pour la traversée du HAVRE à NEW YORK, en pension complète, pour logement en cabines à 4 couchettes.

### RETOUR NEW YORK-FRANCE

#### PAR BATEAU :

S.S. « Ryndam » 11 AOUT 1969 de NEW YORK au HAVRE.  
19 AOUT 1969 arrivée au HAVRE.

#### CONDITIONS :

500 FRANCS par personne pour la pension complète. (Pour les réductions et suppléments, voir les conditions mentionnées ci-dessus.)

# Mythes et réalités

Christian Guerche

Un scrutin comme celui des élections présidentielles est encore trop nouveau en France pour qu'il soit possible d'établir des comparaisons précises. Cela est d'autant moins aisé que les candidatures présentées lors des deux scrutins — celui de 1965 et celui qui vient de se dérouler — ne recouvrent pas les mêmes forces.

Première remarque cependant : il n'est pas vrai, comme des commentateurs pressés l'ont trop vite dit, que le corps électoral français soit resté immobile. Il a été, en fait, traversé par des courants contraires, qui ont déporté des voix que l'on croyait assurées vers des candidats qui ne semblaient pas devoir les recueillir. D'une certaine manière — les sondages aidant — la France a joué une espèce d'immense tiercé électoral. Et c'est ainsi que l'on peut voir — en particulier dans la région parisienne — une partie de l'électorat gaulliste quitter Pompidou pour rejoindre la gauche, tandis qu'une partie de l'électorat traditionnel de gauche quitte les candidats de ses partis pour voter Poher, tandis qu'enfin, à l'intérieur même de l'électorat des partis de gauche, P.C.F. compris, considéré comme fidèle, on assiste à une redistribution des suffrages.

Ceci est valable pour toutes les candidatures. En admettant que les deux candidatures de Ducatel, à droite, et de Krivine, pour la gauche socialiste, n'ont en vérité joué qu'un rôle marginal. On est dans l'impossibilité en stricte analyse électorale d'accorder quelque signification que ce soit aux différences de département à département, de la candidature d'Alain Krivine. Disons simplement qu'elle n'a traduit aucun mouvement particulier méritant analyse.

Quoi qu'il en soit, notons que, malgré la défection du parti radical en entier, et de la S.F.I.O. en grande partie, la gauche divisée atteint pratiquement le pourcentage de François Mitterrand au premier tour de 1965 (1). Cela veut donc dire qu'il y a eu des déplacements de voix considérables, qu'il serait indispensable de vérifier, ville par ville et bureau par bureau.

Gilbert Hercet reviendra la semaine prochaine en commentant les résultats du second tour, sur les mouvements qui ont affecté déjà les résultats du premier. Bornons-nous aujourd'hui à souligner

quelques-uns des aspects des résultats du courant socialiste, dont le candidat était Michel Rocard.

— PREMIERE CONSTATATION. — Le département où il fait le meilleur score — la Loire-Atlantique — est précisément celui où le mouvement de mai fut le plus exemplaire, précisément parce qu'y furent en cause et en mouvement à la fois la classe ouvrière, la paysannerie et les étudiants.

— DEUXIEME CONSTATATION. — Nous gagnons des voix — et dans des proportions sérieuses — dans toutes les périphéries des villes, partout où se créent des grands ensembles ou des zones d'urbanisation accélérée. Ceci est valable à la périphérie de Paris, comme à celle de Toulouse, de Dunkerque, de Lyon, de Grenoble, de Nancy ou de Bordeaux, etc. Il y a là un élément de réflexion important pour toutes nos fédérations.

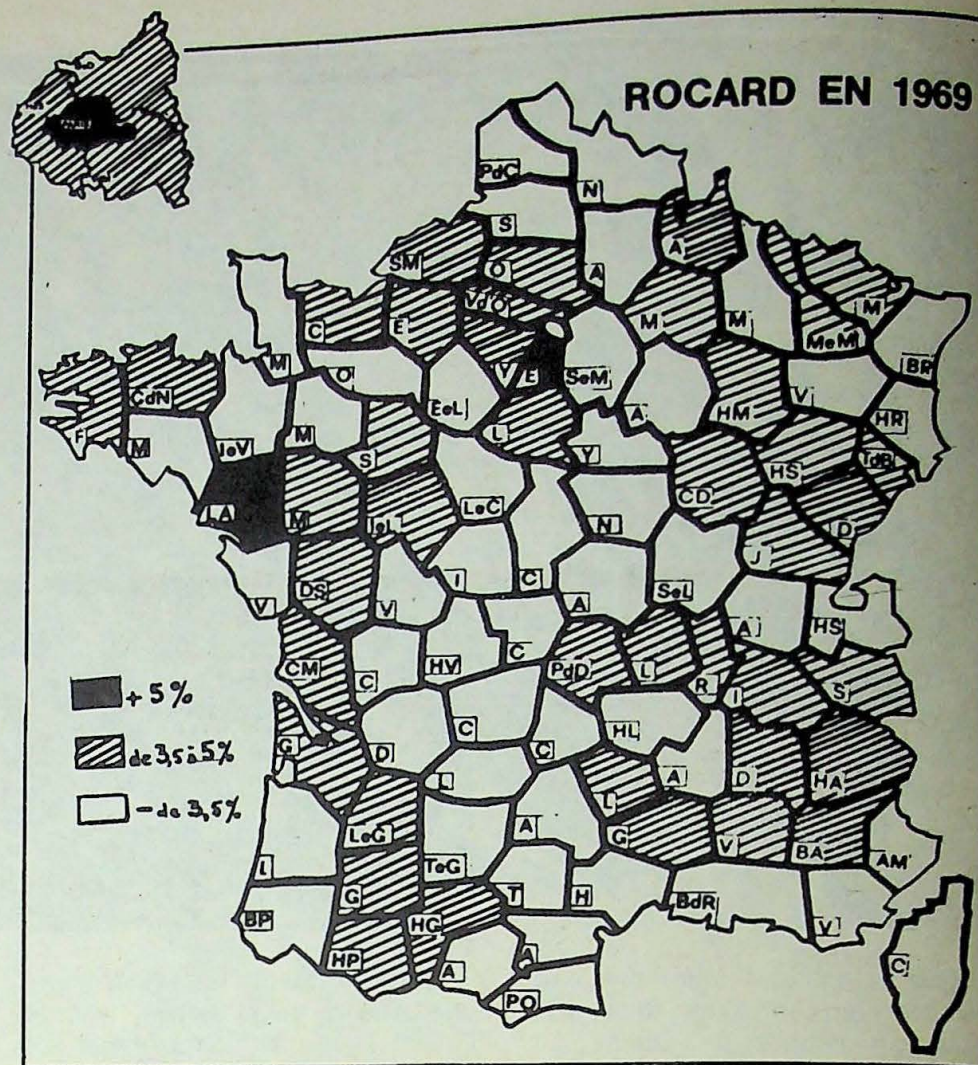
— TROISIEME CONSTATATION. — Par rapport aux résultats moyens enregistrés, on marque un net progrès dans toutes les villes où sont installées des industries de pointe. De Marcoule à Blagnac, de Pierrelatte à Brest, de Lannion à Mérignac, la différence des pourcentages est suffisamment probante pour qu'elle marque un phénomène.

— QUATRIEME CONSTATATION. — Si l'implantation du P.S.U. n'est pas suffisante pour interdire des reculs nets (comme à Paris, dans les Côtes-du-Nord, ou dans l'Isère), il est néanmoins évident que la carte électorale reste quand même proche de la carte de notre implantation. Là où le parti existe réellement, il progresse, ou, quand il recule, il limite les dégâts. Il n'y a pas de miracle. (Voir cartes.)

Notons cependant avec satisfaction l'amélioration de nos positions dans le Nord, notre redressement dans le Sud-Ouest, notre apparition dans nombre de départements. Nos fédérations, petites et moyennes, devraient trouver, dans ce scrutin, des encouragements précieux. Celles qui sont plus importantes ne manqueront pas d'analyser la diversité de leurs résultats, et en tirer les conclusions.

Il resté que les adhésions affluent de partout. C'est déjà un signe. Peut-être le plus positif. □

(1) Voir résultats dans « T.S. » de la semaine dernière.



## Dans les villes de plus de 10.000 habitants

Lors de la publication des résultats du 1<sup>er</sup> tour de ces élections présidentielles, notre confrère « le Monde » a publié les résultats de 699 villes, ayant presque toutes plus de 10.000 habitants.

Dans 153 d'entre elles (1), nous dépassons les 5%. Dans toutes ces villes nous sommes précédés par J. Duclos, et partout également nous battons Alain Krivine. Michel Rocard bat Gaston Defferre dans pratiquement le tiers de ces villes : 215 sur 699.

### Villes où Michel Rocard dépasse 8% des suffrages exprimés

Mourenx (B.-P.) 8,71 %, St-Nazaire (L.-A.) 8,29%, Couëron (L.-A.) 12,32%, Morlaix (Finistère) 8,3 %, Rezé (L.-A.) 8,3 %.

### Villes où Michel Rocard dépasse 7% des suffrages exprimés

Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) 7,97 %, Bagnols-sur-Cèze (Gard) 7,97 %, St-Egrève (Isère) 7,94 %, St-Martin-d'Hères (Isère) 7,01 %, Orvault (L.-A.) 7,42 %, St-Herblain (L.-A.) 7,28 %, Bressuire (Deux-Sèvres) 7,50 %, Massy (Essone) 7,35 %, Palaiseau (Essone) 7,16 %, St-Michel-sur-Orge (Essone) 7,98 %, Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine) 7,62 %.

### Villes où Michel Rocard dépasse 6% des suffrages exprimés

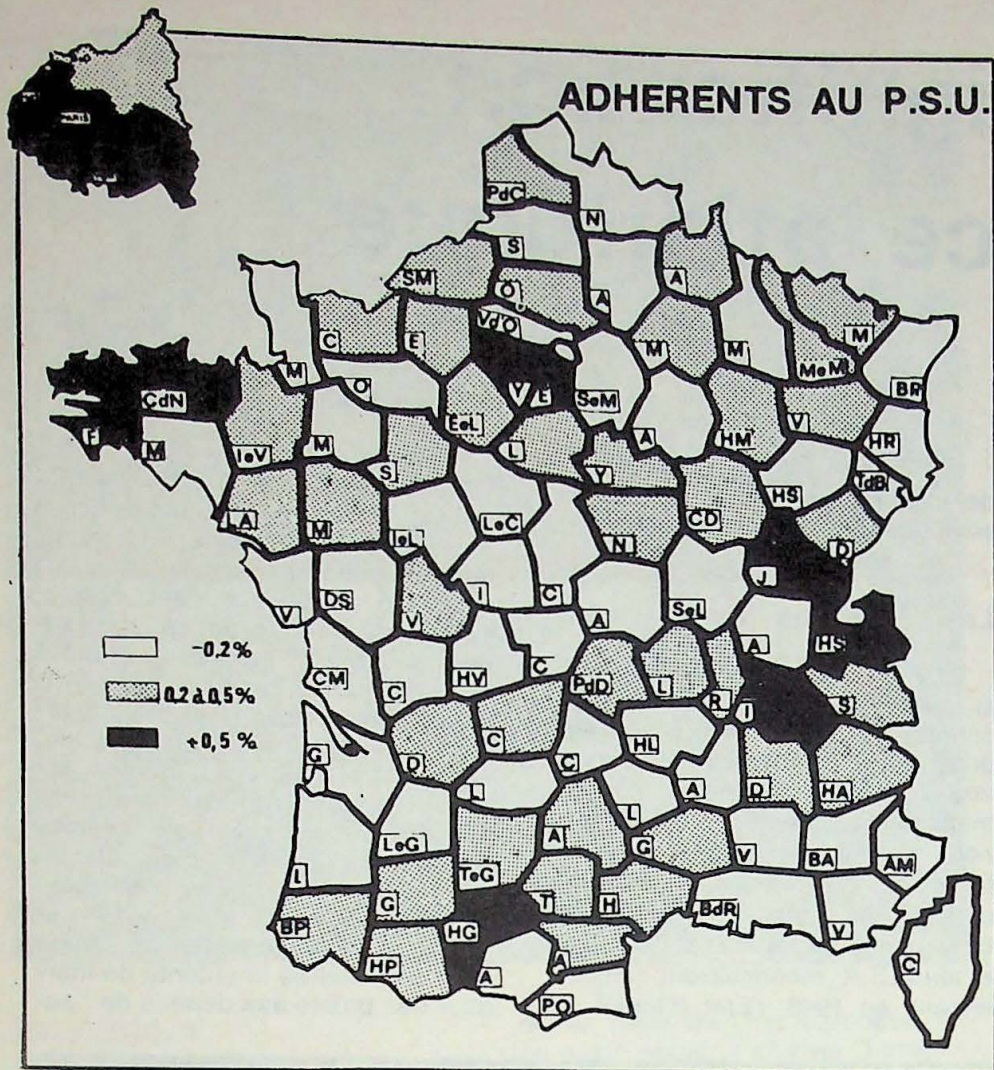
Evry (Essone) 6,89 %, Ris-Orangis (Essone) 6 %, Yerres (Essone) 6,50 %, Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine) 6,02 %, Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) 6,16 %, Meudon (Hauts-de-Seine) 6,54 %, Antony (Hauts-de-Seine) 6,60 %, Delle (Territoire de Belfort) 6,1 %, Lannemezan (Hautes-Pyrénées) 6,04 %, Oullins (Rhône) 6,26 %.

Gray (Haute-Saône) 6,22 %, Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône) 6,20 %, St-Jean-de-Maurienne (Savoie) 6,39 %, Grand-Quevilly (Seine-Maritime) 6,84 %, Cholet (Maine-et-Loire) 6,77 %, Segré (Maine-et-Loire) 6,39 %, Trélazé (Maine-et-Loire) 6,68 %, Equeurdreville-Hainneville (Manche) 6,70 %, Rive-de-Gier (Loire) 6,47 %, Lannion (Côtes-du-Nord) 6,09 %, Brest (Finistère) 6,19 %, Vélizy-Villacoublay (Yvelines) 6,38 %, Sceaux (Hauts-de-Seine) 6,60 %, Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine) 6,11 %, Cachan (Val-de-Marne) 6,19 %, Chevilly-Larue (Val-de-Marne) 6,88 %, Fresnes (Val-de-Marne) 6,94 %, L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne) 6,75 %, Thiais (Val-de-Marne) 6,13 %, La Celle-St-Cloud (Val-de-Marne) 6,45 %, Brioude (Haute-Loire) 6 %.

### Villes où Michel Rocard dépasse 5,5% des suffrages exprimés

Paris (5<sup>e</sup> arrondissement) 5,84 %, Clamart (Hauts-de-Seine) 5,66 %, Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) 5,86 %, Bagneux (Hauts-de-Seine) 5,70 %, Florac (Lozère) 5,75 %, Creil (Oise) 5,57 %, Bron (Rhône) 5,91 %, Caluire-et-Cuire (Rhône) 5,66 %, Décines-Charpieu (Rhône) 5,95 %, Saint-Priest (Rhône) 5,93 %, Chambéry (Savoie) 5,68 %, St-Jean-de-la-Ruelle (Loiret) 5,85 %, Angers (Maine-et-Loire) 5,54 %, Les Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire) 5,53 %, Langres (Haute-Marne) 5,52 %, Laxou (Meurthe-et-Moselle) 5,91 %, St-Pol-sur-Mer (Nord) 5,75 %, Blagnac (Haute-Garonne) 5,51 %, Rennes (Ille-et-Vilaine) 5,56 %, Grenoble (Isère) 5,88 %, Echerolles (Isère) 5,55 %, Fontaine (Isère) 5,63 %, Lons-le-Saunier (Jura) 5,51 %, Firminy (Loire) 5,55 %, Nantes (Loire-Atlantique) 5,54 %, Tournon (Ardèche) 5,86 %, Pontarlier (Doubs) 5,65 %.





Valentigney (Doubs) 5,65 %, Viroflay (Yvelines) 5,81 %, Vanves (Hauts-de-Seine) 5,57 %, Epinay (Seine-St-Denis) 5,93 %, Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) 5,63 %, Euabonne (Val-d'Oise) 5,76 %, Gonesse (Val-d'Oise) 5,54 %, Sarcelles (Val-d'Oise) 5,75 %, Les Mureaux (Yvelines) 5,99 %.

#### Villes où Michel Rocard dépasse 5 % des suffrages exprimés

Paris (6<sup>e</sup> arrondissement 5,45 %, 13<sup>e</sup> arrondissement 5,40 %, 14<sup>e</sup> arrondissement 5,16 %), Morsang-sur-Orge (Essone) 5,32 %, Ste-Geneviève-des-Bois (Essone) 5,06 %, Savigny-sur-Orge (Essone) 5,19 %, Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) 5,03 %, Châtillon (Hauts-de-Seine) 5,15 %, Montrouge (Hauts-de-Seine) 5,15 %, Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) 5,32 %, Sèvres (Hauts-de-Seine) 5,94 %, Bondy (Seine-St-Denis) 5,48 %, Créteil (Val-de-Marne) 5,19 %, Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) 5,36 %, Villiers-sur-

Marne (Val-de-Marne) 5,43 %, Franconville (Val-d'Oise) 5,18 %, Garges-les-Gonnesse (Val-d'Oise) 5,03 %, Montmorency (Val-d'Oise) 5,15 %, Conflans-St-Honorine (Val-d'Oise) 5 %, Poissy (Val-d'Oise) 5,03 %, St-Cyr-l'Ecole (Yvelines) 5,37 %, Sartrouville (Yvelines) 5,21 %, Bellegarde (Ain) 5,38 %, Manosque (Basses-Alpes) 5,36 %, Gap (Hautes-Alpes) 5,23 %, Privas (Ardèche) 5 %, Revin (Ardennes) 5,16 %, Caen (Calvados) 5,45 %, Ruelle (Charente) 5,45 %, Saintes (Charente-Maritime) 5,33 %, Montbard (Côte-d'Or) 5,44 %, Besançon (Doubs) 5,34 %, Audincourt (Doubs) 5 %, Montbéliard (Doubs) 5 %, Dreux (Eure-et-Loir) 5,31 %, Luce (Eure-et-Loir) 5,29 %, Landerneau (Finistère) 5 %, Toulouse (Haute-Garonne) 5,04 %, Merignac (Gironde) 5 %, Villeneuve-d'Ornou (Gironde) 5,11 %, Fougères (Ille-et-Vilaine) 5 %, Voiron (Isère) 5,14 %, Champagnole (Jura) 5,27 %, St-Etienne (Loire) 5,06 %, Le Chambon-Feugerolles (Loire) 5,18 %, Chateaubriant (Loire-Atlantique) 5,27 %, St-Sébastien (Loire-Atlantique) 5,17 %, Saint-Lô (Manche) 5,11 %, Cherbourg (Manche) 5,46 %, Coutances (Manche) 5 %, Tournai (Manche) 5,3 %, Chaumont (Haute-Marne) 5,16 %, St-Dizier (Haute-Marne) 5,3 %, Laval (Mayenne) 5,19 %, Bar-le-Duc (Meuse) 5,16 %, Nogent-sur-Oise (Oise) 5,32 %, Alençon (Orne) 5,36 %, Flers (Orne) 5,38 %, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) 5,40 %, Chamalières (Puy-de-Dôme) 5 %, Orthez (Basses-Pyrénées) 5,25 %, Vénissieux (Rhône) 5,39 %, Vesoul (Haute-Saône) 5,28 %, Albertville (Savoie) 5 %, Passy (Haute-Savoie) 5 %, Harfleur (Seine-Maritime) 5,16 %, Mont-St-Aignan (Seine-Maritime) 5,16 %, St-Etienne-de-Rouvray (Seine-Maritime) 5,18 %, Thouars (Deux-Sèvres) 5,12 %.

(1) Les arrondissements de la ville de Paris sont considérés chacun comme une ville.

## Aigreurs d'estomac

Il est un certain nombre de gens à qui la campagne électorale et surtout ses résultats semblent avoir donné des aigreurs d'estomac.

On comprend fort bien que Roger Priouret qui jouait le Monsieur Loyal des émissions télévisées du tandem Defferre-Mendès France, ait été quelque peu déçu par les résultats des candidats qu'il soutenait. Cela ne l'autorise nullement, parlant de Michel Rocard, à écrire dans « l'Express », que ce dernier n'a à nul moment chiffré ses promesses. Et pour cause il n'en a pas fait. Ce qui n'est pas précisément le cas de Gaston Defferre dont la campagne « rigoureuse et sans la moindre préoccupation électorale » a commencé par développer deux plans mirifiques, l'un sur la réforme de la T.V.A., par rapport aux petits commerçants, l'autre par un projet d'indemnisation des rapatriés.

Dans le même article, Roger Priouret évoque la « gauche libérale » qui a toutes ses sympathies. Nous n'avons pas dit autre chose pendant toute la campagne. Defferre était le candidat du centre gauche. On sait ce qu'il en a été.

Mais que vient faire le socialisme là dedans.

Dans un autre style, Maurice Clavel dans « Combat » clame son indignation à l'égard de tous ceux qui partie prenante du mouvement de mai, refusent de voter pour l'un des deux candidats de la bourgeoisie, à savoir Alain Poher.

Il fut un temps où Maurice Clavel ne cessait de donner des leçons révolutionnaires à tous ceux qui avec un autre sens des responsabilités que lui, entendaient donner au mouvement sa dimension politique et ses perspectives. Tout au « miracle de mai », Maurice Clavel pur et dur clamait son refus des manœuvres opportunistes.

Aujourd'hui après avoir voté Alain Krivine au premier tour, il vote Alain Poher au second. C'est son droit à cet homme. Mais où nous sommes portés à sourire, c'est quand il nous dit : et puisque vous vous abstenez « démerdez-vous tout seuls désormais. »

Allons, Clavel, allons, avez-vous envisagé un instant qu'il en fût autrement, et croyez-vous vraiment être devenu notre tuteur ?

## Les départements au-dessus de la moyenne nationale

La moyenne nationale des suffrages obtenus par Michel Rocard, étant de 3,66 %, il n'est pas inutile de voir quels sont les départements qui se situent au-dessus ou en dessous de cette moyenne. Ils permettent de voir la configuration de notre influence dans le pays.

Les départements au-dessus de la moyenne nationale sont les suivants :

Aisne (3,8 %), Basses-Alpes (3,8 %), Ardennes (3,7 %), Calvados (3,8 %), Charente-Maritime (3,8 %), Côte-d'Or (3,9 %), Côtes-du-Nord (4,8 %), Doubs (4,9 %), Drôme (4 %), Finis-

tère (4,6 %), Gard (3,7 %), Haute-Garonne (4,5 %), Gers (4,4 %), Gironde (3,7 %), Isère (4,7 %), Jura (3,9 %), Loire (4,3 %), Loire-Atlantique (5,14 %), Maine-et-Loire (4,10 %), Marne (3,7 %), Haute-Marne (4 %), Meurthe-et-Moselle (4,10 %), Oise (4 %), Puy-de-Dôme (4,3 %), Rhône (4,5 %), Haute-Saône (3,9 %), Savoie (4,2 %), Paris (4,3 %), Deux-Sèvres (3,9 %), Territoire-de-Belfort (4,6 %), Essonne (5,17 %), Hauts-de-Seine (4,98 %), Seine-St-Denis (4,1 %), Val-de-Marne (4,5 %), Val-d'Oise (4,5 %).

Soit 35 départements.

## Les départements au-dessous de la moyenne nationale

Ain (3,3 %), Allier (3,1 %), Hautes-Alpes (3,5 %), Alpes-Maritimes (2,4 %), Ardèche (3,1 %), Ariège (3,2 %), Aube (2,7 %), Aude (3,4 %), Aveyron (2,9 %), Bouches-du-Rhône (2,9 %), Cantal (2,3 %), Charente (3,1 %), Cher (2,5 %), Corrèze (2,7 %), Corse (1,1 %), Creuse (2,4 %), Dordogne (2,7 %), Eure (3,5 %), Eure-et-Loir (3,4 %), Hérault (3,2 %), Ille-et-Vilaine (3,3 %), Indre (2,3 %), Indre-et-Loire (3,6 %), Landes (2,7 %), Loiret-Cher (3,1 %), Haute-Loire (3,1 %), Loiret (3,5 %), Lot (2,8 %), Lot-et-Garonne (3,2 %), Lozère (2,8 %), Man-

che (3,4 %), Mayenne (2,8 %), Meuse (3,1 %), Morbihan (2,6 %), Moselle (3,5 %), Nièvre (2,9 %), Nord (3,4 %), Orne (3,2 %), Pas-de-Calais (3,2 %), Basses-Pyrénées (3,4 %), Hautes-Pyrénées (3,5 %), Pyrénées-Orientales (3 %), Bas-Rhin (1,9 %), Haut-Rhin (2,3 %), Saône-et-Loire (3 %), Sarthe (3,5 %), Haute-Savoie (3,5 %), Seine-et-Marne (3,6 %), Somme (3,3 %), Tarn (3,3 %), Tarn-et-Garonne (3,4 %), Var (2,8 %), Vaucluse (3,6 %), Vendée (2,9 %), Vienne (3,4 %), Haute-Vienne (3,1 %), Vosges (3,4 %), Yonne (3 %).

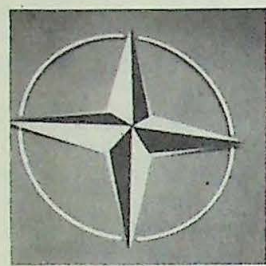
## communiquer

### PLUS SOUVENT PLUS VITE PLUS NET

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accroît : il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut « sortir » des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

Gestetner



# La vraie signification de l'alliance atlantique

Henri Beley

« L'alliance occidentale a besoin maintenant d'une troisième dimension, non seulement une solide dimension militaire qui concerne notre commune défense, non seulement une dimension politique plus profonde destinée à élaborer une stratégie de la paix, mais encore une dimension sociale qui rende compte de notre préoccupation du niveau de vie dans ce dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. »

Cette déclaration faite par Nixon au cours de la récente session du Conseil de l'O.T.A.N. donne explicitement sa véritable signification à un pacte dans lequel on avait cru voir essentiellement jusqu'à présent une alliance militaire contre l'U.R.S.S. Nous sommes loin aujourd'hui de l'apostrophe lancée par P.-H. Spaak à Vichinsky : « La base de notre politique c'est la peur, la peur de vous, la peur de votre gouvernement, la peur de votre politique. » Il importe d'ailleurs de se poser cette question fondamentale : une telle peur avait-elle quelque raison d'être ? Le capitalisme occidental avait-il à craindre l'U.R.S.S. en 1949, comme dans les années qui suivirent la révolution d'Octobre ? Ses représentants n'étaient pas sans ignorer pourtant que quatre années avant la signature du pacte atlantique, une certaine conférence s'était tenue à Yalta et avait tracé dans leurs grandes lignes des règles à ne pas outrepasser et des limites d'influence à ne pas franchir. C'est au nom de ces règles et du respect de ces limites que l'armée Rouge arrêta son avance aux frontières de la Grèce et que Staline laissa écraser les communistes grecs dont les dirigeants avaient été naïfs et maladroits au point de n'avoir pas compris ce qu'impliquait Yalta et d'avoir ainsi déclenché, contre toute attente, un combat dont Moscou ne voulait à aucun prix. C'est au nom de ces règles encore que Staline « gela » le mouvement communiste tout entier, qu'il tenta de réfréner l'ardeur des Yougoslaves et des Chinois avant même la révision de la conférence de Yalta (4 février 1945) (ce qui prouve que Yalta a surtout entériné un certain partage du monde...) et que, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1944, l'« Internationale » (jusqu'alors hymne officiel) fut remplacée par un nouvel hymne spécifiquement russe (« Que vole

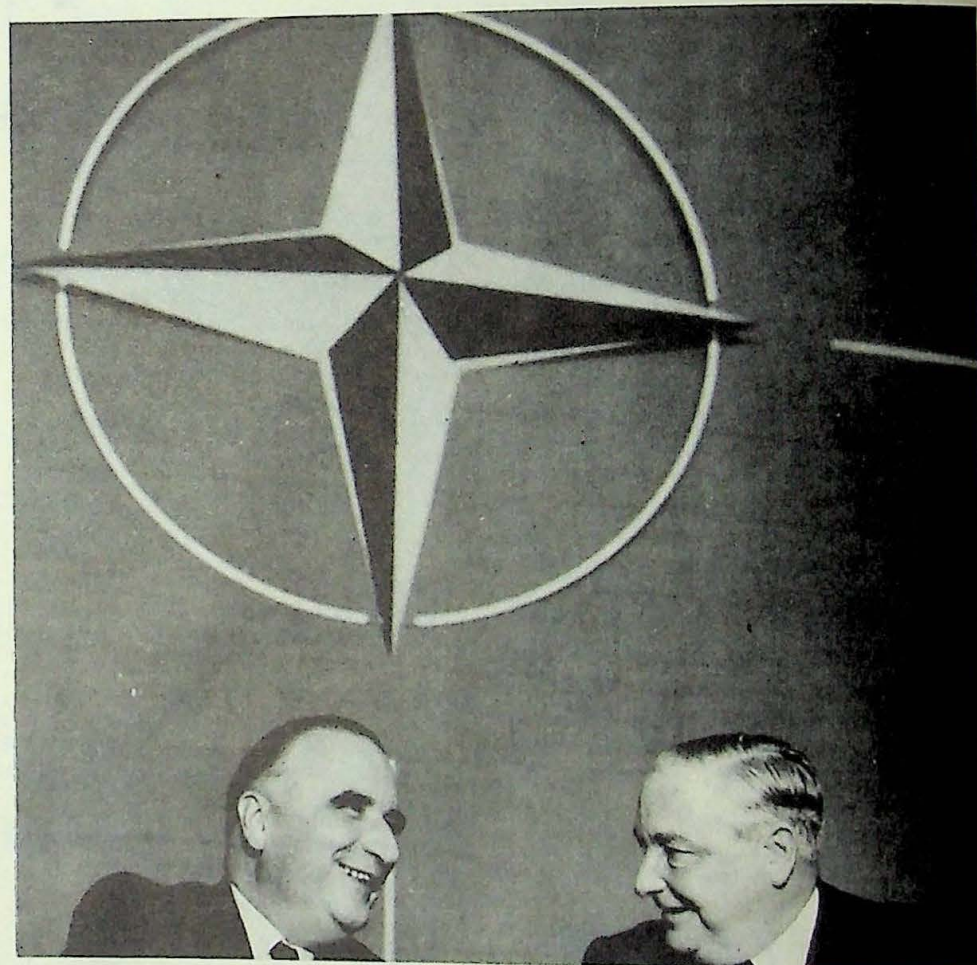
de victoire en victoire le drapeau soviétique, le drapeau national ! »).

## Les règles du jeu

C'est au nom de ces règles aussi que l'impérialisme U.S. allait accentuer d'année en année son emprise sur l'Occident et allait pouvoir impunément briser tout mouvement révolutionnaire. C'est en leur nom que l'armée russe pourra intervenir sans hésiter en Hongrie comme en Tchécoslovaquie. C'est toujours en leur nom que l'U.R.S.S. et les U.S.A. reconnaîtront conjointement, en 1948, l'Etat d'Israël au

vivent côte à côte, en excellents termes, jouissant de hauts salaires et ne se mêlant jamais à la population locale...

Depuis longtemps, par conséquent, les deux grandes puissances se connaissent, se redoutent et s'estiment. Par-delà les condamnations brutales et les tentatives d'intimidation réciproque, elles savent qu'il leur faut vivre ensemble sous peine de mourir ensemble. A suivre de près l'évolution des péripéties diplomatiques, politiques et militaires qui ont parfois placé le monde au bord de la catastrophe, on constate chez les deux partenaires la volonté de marquer des points aux dépens de l'au-

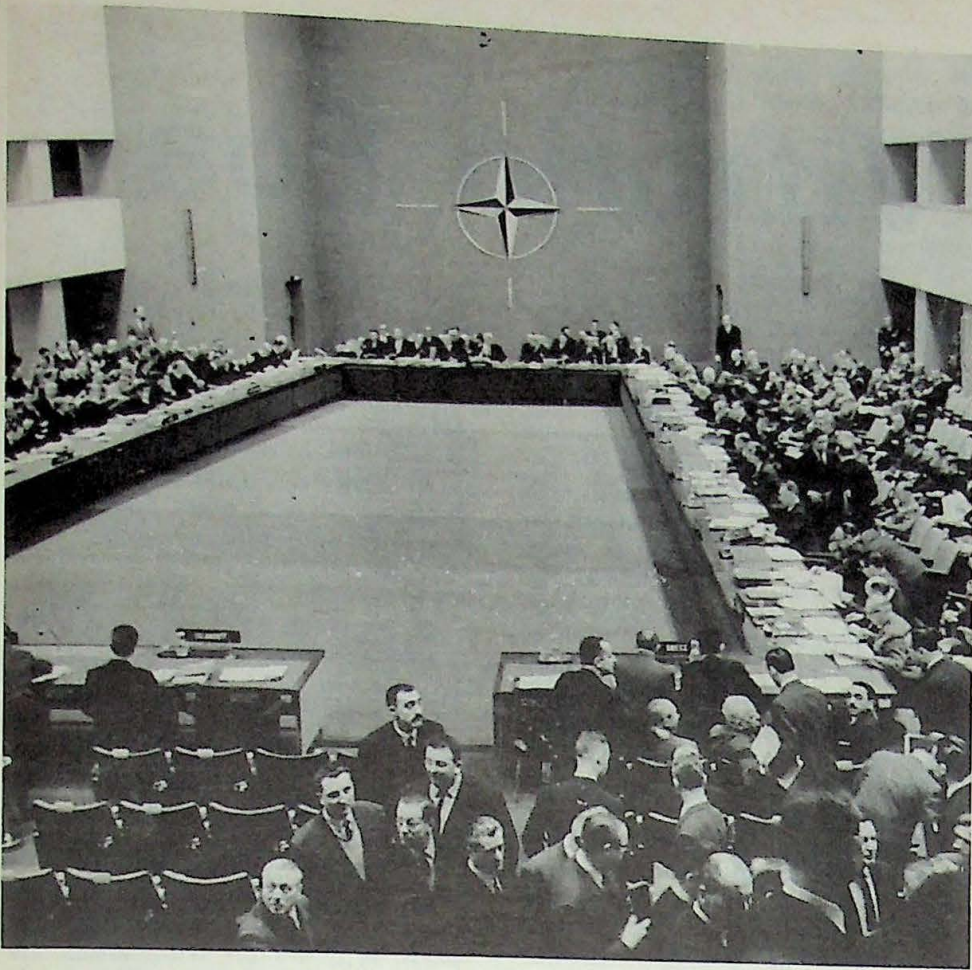


A.D.N.P.

mépris du sort du peuple palestinien.

C'est en leur nom encore que la guerre de Corée et la guerre du Vietnam n'ont jamais outrepassé certaines limites et que la lutte d'influence actuelle entre Soviétiques et Américains se fait, en Amérique latine, comme en Afrique, comme en Asie, par les moyens les plus pacifiques possibles : dans la plupart des pays du tiers monde où Soviétiques et Américains investissent des capitaux et prodiguent leur « aide » économique, spécialistes américains et russes

tre dans le cadre d'une partie de poker où seul le demi-bluff serait autorisé. Certes, aujourd'hui comme hier, la distribution des cartes paraît « a priori » avantager les U.S.A. : chacun sait que l'impérialisme U.S. constitue la plus forte puissance militaire et économique jamais connue. Aussi bien, si l'U.R.S.S. n'avait que son seul effectif économique et militaire à jeter dans la bataille, celle-ci aurait été perdue pour elle depuis longtemps. Mais c'est qu'elle a une autre carte dans sa manche : le mouvement révolutionnaire mondial...



### La pratique de la révolution limitée

On s'aperçoit mieux aujourd'hui (en examinant froidement les faits sans avoir les yeux obstrués par une profession de foi antérieure à toute analyse) que, loin d'être, loin d'avoir jamais été le centre dirigeant d'une révolution mondiale dont les progrès eussent constitué la ligne directrice de son action, l'U.R.S.S. — forte du prestige d'Octobre 1917 et des structures mises en place dans les premières années du Komintern — a tout fait, non pas pour soutenir résolument la révolution dans chaque pays, mais pour utiliser celle-ci à ses propres fins de grande puissance. Du « gel » en 1926 de la révolution chinoise au gel actuel de n'importe quelle révolution partout où elle risque de se déclencher, une seule et même stratégie a été suivie avec les variations correspondant à l'évolution de l'infrastructure économique de l'U.R.S.S. et à ses rapports avec l'Occident capitaliste. C'est ainsi que presque tout le mouvement communiste des pays soumis à l'influence anglo-américaine après la fin de la Seconde Guerre mondiale a suivi une « voie pacifique » propre à ne jamais mettre fondamentalement en cause la superstructure étatique du capitalisme. La tactique actuelle d'« alliance de toutes les couches anti-monopolistes » ne date pas d'aujourd'hui, mais de 1945...

Aussi bien, le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. ne saurait-il constituer un tournant dans la politique soviétique : il ne représente que l'adaptation de l'U.R.S.S. à de nouvelles conditions intérieures et extérieures. Signé le 14 mai 1955, soit un an avant le XX<sup>e</sup> Congrès et deux ans après la mort de Staline, le pacte de Varsovie ne fait qu'entériner — en les légalisant — les rapports instaurés entre Moscou

et les pays de l'Est européen. Si ce pacte apparaît comme l'homologue du pacte atlantique, c'est moins dans la mesure où il est une réplique à l'adhésion de l'Allemagne fédérale à l'O.T.A.N. (le 5 mai de la même année) que dans la mesure où le pacte atlantique est un instrument d'intégration (et d'éventuelle répression) de tous les pays membres. Dans un cas comme dans l'autre, par-delà les textes analogues des articles respectifs, leur signification pratique donne aux deux pactes leur vraie dimension. Pour Moscou comme pour Washington, il s'agit de tenir la bride aux alliés. En mettant les choses au mieux (ou plutôt au pire !...), il s'agit de les faire « participer » à leur propre exploitation. Bref, qu'il s'agisse de l'O.T.A.N. ou du pacte de Varsovie, du Marché commun ou du Comecon, le but demeure fondamentalement le même.

Il n'est pas sans intérêt, par suite, de remarquer que la doctrine dite de la souveraineté limitée n'est guère nouvelle sur la scène internationale. Non seulement Staline n'a cessé, depuis toujours, de l'appliquer aux pays de l'Europe de l'Est, comme aux républiques soviétiques non russes (ce qui lui valu même, le 31 décembre 1922, d'être traité par Lénine de « brutal argousin grand-russe » !), mais ce terme même de « souveraineté limitée » n'a pas été inventé par ses successeurs actuels mais par... John Foster Dulles, comme le rappelle pertinemment le journal chinois *Hongqi* (in *Pekin Information* du 26 mai 1969).

### Alliance militaire ou mécanisme d'intégration ?

« Nous ne devons pas manquer à notre rôle directeur dans les affaires internationales... Le type de direction que les Etats-Unis don-

neront au monde constituera un facteur décisif. Nous sommes les géants du monde économique... C'est de nous que dépend la structure des relations économiques de l'avenir. »

Tenus à l'époque où naquit le pacte atlantique, ces propos du président Truman vont être repris avec des nuances très négligeables, par ceux qui lui succéderont à la Maison-Blanche. Durant vingt ans, ces mots formuleront une volonté de domination que l'impérialisme américain ne cessera de traduire par des actes concrets : avant même que fût signé ce pacte, 500 bases navales et aériennes U.S. existent déjà au Groenland, en Europe et en Asie, tandis que les Américains s'installent au Moyen-Orient, interviennent en Grèce et soutiennent l'Espagne franquiste... Comme on sait, l'avenir n'a fait que confirmer cet appétit de domination. Toutefois, ainsi que l'a déclaré le président Nixon à la session d'avril dernier du Conseil de l'O.T.A.N. :

« Ayant atteint son objectif initial, l'alliance atlantique doit maintenant s'adapter aux conditions de succès. Compte tenu de la diminution du ciment initial que constituait la peur, nous devons nous forger maintenant de nouveaux liens pour maintenir notre unité. »

Et il ajoute ceci :

« Lorsque l'O.T.A.N. a été fondée, le simple fait de la coopération entre nations occidentales avait une énorme signification. A

### Les forces de l'O.T.A.N....

● **ETATS-UNIS** : 3.500.000 hommes ; 3.500 chars ; 15.000 avions de combat ; 940 navires de guerre en service ; 1.100 missiles et 575 bombardiers stratégiques ; 41 sous-marins Polaris (puissance nucléaire de 25.000 mégatonnes).

● **BELGIQUE** : 100.000 hommes ; 140 avions de combat ; 700 chars ; 2 navires de guerre en service.

● **GRANDE - BRETAGNE** : 427.000 hommes ; 600 avions de combat ; 114 navires de guerre en service ; 3 sous-marins Polaris et 80 bombardiers nucléaires.

● **CANADA** : 102.000 hommes ; 300 avions de combat ; 300 chars ; 28 navires de guerre en service.

● **DANEMARK** : 45.000 hommes ; 115 avions de combat ; 12 navires de guerre en service.

● **ALLEMAGNE DE L'OUEST** : 456.000 hommes ; 2.900 chars ; 600 avions de combat ; 42 navires de guerre en service.

● **GRECE** : 160.000 hommes ; 250 avions de combat ; 20 navires de guerre en service.

● **ITALIE** : 365.000 hommes ; 450 avions de combat ; 68 navires de guerre en service.

● **LUXEMBOURG** : 560 hommes.

● **PAYS-BAS** : 130.000 hommes ; 600 chars ; 145 avions de combat ; 29 navires de guerre en service.

● **NORVEGE** : 35.000 hommes ; 130 avions de combat ; 20 navires de guerre en service.

présent, le symbole ne suffit plus, il nous faut une substance. »

Et il conclut par cette remarque qui illustre remarquablement ce qui vient d'être écrit au sujet de la réelle signification de l'O.T.A.N. et du pacte de Varsovie :

« De par sa nature, notre organisation est plus qu'une alliance militaire et le temps est venu de porter une part de notre attention à ceux des problèmes non militaires à propos desquels nous pourrions tous tirer profit d'une collaboration accrue. »

C'est pourquoi, comme les Tchécoslovaques (qui savent à quoi s'en tenir sur les buts réels du « grand parti frère »), les Français auraient bien tort de sous-estimer la volonté plus que jamais dominante des U.S.A., ce « grand pays ami ». La « dimension sociale » de l'alliance occidentale (à laquelle Nixon fait allusion dans la déclaration reproduite au début du présent article) concerne notamment (il a été très explicite sur ce point) l'agitation étudiante... On soupçonne ainsi vers quel avenir nous nous dirigeons à moyen terme et peut-être à court terme... C'est dire si la dénonciation du pacte atlantique, même compte tenu du fait que la France est formellement sortie de l'O.T.A.N., est loin d'être un mot d'ordre formel : aujourd'hui comme hier, une telle dénonciation est l'un des aspects de la lutte qu'il nous faut continuellement mener contre l'impérialisme américain. □

● **PORTUGAL** : 185.000 hommes ; 100 avions de combat ; 27 navires de guerre en service.

● **TURQUIE** : 515.000 hommes ; 500 avions de combat ; 18 navires de guerre en service.

● **ISLANDE** : pas de forces propres, mais des unités des trois armées américaines stationnées sur le territoire.

### ...et du bloc de l'Est

● **UNION SOVIETIQUE** : 3.220.000 hommes ; 7.000 chars ; 10.250 avions de combat ; 450 navires de guerre en service ; 900 missiles et 150 bombardiers stratégiques ; 88 sous-marins lance-engins (puissance nucléaire de 20.000 mégatonnes).

● **BULGARIE** : 153.000 hommes ; 2.000 chars ; 250 avions de combat ; 3 navires de guerre en service.

● **TCHÉCOSLOVAQUIE** : 225.000 hommes ; 2.700 chars ; 600 avions de combat.

● **ALLEMAGNE DE L'EST** : 126.000 hommes ; 1.800 chars ; 270 avions de combat ; 4 navires de guerre en service.

● **HONGRIE** : 102.000 hommes ; 700 chars ; 140 avions de combat.

● **POLOGNE** : 274.000 hommes ; 2.800 chars ; 750 avions de combat ; 3 navires de guerre en service.

● **ROUMANIE** : 173.000 hommes ; 1.200 chars ; 240 avions de combat.

(d'après « Le Monde » du 5 avril.)

# Entretien avec Vittorio Foa

Bruno Crimi

*Question. — En Angleterre, en France et aussi en Italie on critique les syndicats avec insistance pour leur bureaucratisme ou leur intégration au système capitaliste. Par ailleurs il existe une tendance à exalter le rôle croissant des syndicats dans la société industrielle contemporaine en fonction de l'augmentation de leurs pouvoirs de détermination économique et d'influence politique. Quelle est ton opinion sur ces deux positions diamétralement opposées ?*

*Réponse. —* Il ne me semble pas juste de parler en général de l'intégration des syndicats occidentaux dans le système et encore moins de parler de l'augmentation des pouvoirs syndicaux dans une société industrielle moderne. Il me semble que dans une société industrialisée le syndicat est, en premier lieu, l'enjeu d'une lutte politique entre les classes, plutôt qu'un instrument, il est un terrain d'affrontements politiques qui visent à utiliser le syndicat ou à l'avantage du système ou contre le système.

Il est clair que les capitalistes ont un besoin croissant du syndicat, d'un syndicat qui devienne une institution régulière, c'est-à-dire un corps séparé de la base ouvrière qu'il devrait représenter et exprimer. Ils ont besoin du syndicat comme d'un instrument de médiation, comme d'un instrument garantissant le comportement ouvrier.

Plus la programmation capitaliste progresse en même temps que la nécessité pour les capitalistes de planifier leur avenir, plus se fait sentir le besoin d'avoir un syndicat bien éduqué, rangé et doté du sens des responsabilités « civiques et sociales », c'est-à-dire un syndicat capable d'assumer les prétendues exigences de l'intérêt général.

Mais si les capitalistes ont besoin que le syndicat se conduise comme un gendarme avec les ouvriers, il est non moins clair que les ouvriers ressentent, eux, le besoin de combattre cette tendance et de faire du syndicat une chose à eux, et par conséquent un outil qui mette en question l'équilibre du système et n'accepte pas les limites invoquées au nom de l'intérêt général.

C'est pourquoi il faut dire aux groupes d'extrême gauche : « Faites attention, vous pouvez attaquer, critiquer tel ou tel aspect de la politique syndicale, mais le syndicat en tant que tel est un instrument nécessaire à la classe ouvrière. » Nous devons donc exiger une critique vive et sévère et non une pure et simple négation.

*Q. — Concrètement, tu as dit que les capitalistes ont besoin du syndi-*

*cat pour la programmation. Mais ils disent eux-mêmes que la programmation ne signifie pas nécessairement contrôle de la dynamique salariale et que la programmation devrait être un instrument de vie et d'animation syndicales puisqu'elle donnerait aux travailleurs les certitudes qui leur sont indispensables. Qu'y a-t-il de vrai dans ces positions ? Comment le syndicat peut-il y répondre ?*

*R. —* En Italie, la majorité de la C.G.I.L. et les autres syndicats ont pris au sérieux, il y a quatre ans, la programmation dite démocratique en pensant qu'il était possible de séparer la programmation capitaliste de la programmation des salaires, c'est-à-dire d'une prédétermination contraignante de la dynamique salariale au détriment des travailleurs.

Après quatre années d'expérience la programmation est en petits morceaux. Plus personne n'a le courage de l'invoquer, tant elle est discréditée aux yeux des masses ouvrières. On nous avait dit que la programmation résoudrait le problème du chômage et des inégalités de développement.

En réalité, la programmation était nécessaire pour les capitalistes, précisément parce que sur un marché du travail actif, le chômage et le sous-emploi étaient en diminution et parce qu'il fallait trouver une idéologie poussant le syndicat à limiter leurs revendications et les travailleurs à s'en remettre avec patience au gouvernement. Tout cela s'est révélé illusoire. Le sous-emploi a augmenté les inégalités et les déséquilibres se sont accrus.

En fait si le syndicat a obtenu quelque chose, il l'a obtenu grâce à la lutte des travailleurs et non par la volonté de l'Etat programmeur. Aujourd'hui, en Italie, il est très difficile de parler aux travailleurs de la programmation comme d'une chose décente : ils savent tous que c'est un instrument de la politique des revenus et par conséquent un instrument pour la stabilisation du système capitaliste.

*Q. — La réponse du syndicat à la programmation serait donc la lutte ?*

*R. —* Exactement. Je voudrais donner un seul exemple. Dans le camp capitaliste, et dans le camp des experts au service des capitalistes, on a toujours soutenu en Italie que pour développer les investissements il convenait de maintenir à un niveau bas le coût du travail et par conséquent les salaires. Au nom de cette idéologie capitaliste les salaires des régions méridionales ont été tenus par force au-dessous du niveau des salaires du Nord pour offrir aux capitalistes une incitation à investir.

A propos de la programmation et en matière de controverse économique nous avons écrit des centaines de volumes pour démontrer que tout cela était une pure et simple mystification, mais cela n'a servi à rien. Lorsque les travailleurs sont entrés en lutte, en cinq mois de durs combats, ils ont éliminé les différences de salaires entre le Nord et le Sud, en matière de zones de salaires, et, par là même, ils ont détruit l'idéologie capitaliste selon laquelle le développement se fonde sur les bas salaires.

C'est un exemple concret qui montre comment la lutte peut résoudre les problèmes. Il faut bien se mettre dans la tête que le syndicat en tant que groupe de pression et en tant que défenseur d'opinions ne compte absolument pas : le syndicat compte seulement quand il exerce directement son pouvoir par l'action syndicale, c'est-à-dire par la lutte, par la grève, par l'arrêt de la production. Ce sont les seuls moyens d'action dont dispose le syndicat. Inviter le syndicat à siéger dans les conseils d'administration, dans les comités de programmation signifie l'inviter à se séparer de sa base et à semer l'illusion chez les travailleurs que certains résultats peuvent être obtenus par le jeu d'échecs plutôt que par le mouvement.

*Q. — En Italie est en cours un processus d'unité syndicale. Selon toi quels sont les moyens qu'il fournit et quels sont ses principaux avantages ?*

*R. —* Si l'unité syndicale se fait seulement au sommet, c'est-à-dire par une série d'accords entre les confédérations, elle finira par déboucher sur un terrain déséquilibré et on ne pourra pas la pousser plus loin parce que les travailleurs n'y croiront pas. Si, par contre, le processus unitaire s'opère au niveau de la production, à partir des problèmes concrets du travail et à partir de la conscience qu'ont les prolétaires, les travailleurs de l'exploitation, l'unité syndicale deviendra un puissant moyen de mobilisation. Bien entendu, nous ne négligeons pas l'unité au sommet, l'unité entre les organisations pourvu qu'elle soit constamment liée au processus unitaire de la base.

Au cours des luttes récentes qui ont vu apparaître des revendications relativement nouvelles comme le contrôle syndical et ouvrier sur les tâches, sur l'intensité du travail et son organisation dans l'usine, se sont créés dans de nombreux endroits des comités unitaires de base que je considère positifs même s'ils posent des problèmes. Les syndicats doivent de même les regarder favorablement même s'ils leur créent des difficul-

tés. Nous devons appuyer les initiatives unitaires de base parce qu'elles constituent le moyen le plus rapide pour renforcer l'unité des travailleurs et surtout pour élaborer des revendications plus avancées.

*Q. — As-tu quelque chose à dire sur les rapports entre partis ouvriers et syndicats ?*

*R. —* Oui. Pour son prochain congrès, la C.G.I.L. a posé ce problème en termes assez nouveaux ; elle a proposé d'examiner un engagement politique du syndicat qui ne serait plus lié aux tendances syndicales des partis. Les tendances syndicales de parti, typiques du syndicalisme italien et que pour son bonheur le syndicalisme a tout à fait exclues, représentent des expériences tout à fait négatives. Pourquoi ? D'une part on permet aux partis ouvriers de déléguer au syndicat tous les problèmes relatifs aux conditions de travail dans l'usine, d'autre part on crée à l'intérieur du syndicat des divisions artificielles dues au fait que les militants syndicaux se présentent comme des militants de parti.

Cela ne doit en aucune manière signifier que le syndicat devienne une organisation trade-unioniste, économiste qui refuse de s'occuper de politique, parce que cela ne signifierait pas autre chose que l'acceptation de la politique de la classe dominante. Cela ne signifie pas non plus que le syndicat doit revendiquer pour lui-même la tâche de transformer la société et de faire la Révolution en niant le rôle des partis politiques.

La nouvelle conscience politique du syndicat veut dire qu'il doit avoir conscience que certains problèmes, certaines contradictions, rendues plus aiguës par la lutte sociale, doivent trouver leur solution aussi au niveau de l'expression politique. Nous avons une longue expérience de luttes sociales qui ont rompu l'équilibre économique du système mais qui pour ne s'être pas prolongées au niveau des superstructures politiques, de l'expression politique, des rapports de forces politiques, n'ont apporté aucun changement par rapport au passé ; les conquêtes syndicales et sociales ont été réabsorbées par le patronat, les travailleurs les ont perdues et même ont perdu plus que ce qu'ils avaient gagné. Le développement des luttes sociales implique donc un accroissement de la tension politique et une prise de conscience plus claire. Les limites actuelles des rapports de pouvoir entre les classes ne sont plus tolérables au niveau politique. En d'autres termes, les luttes sociales rendent plus urgente et plus aiguë l'expression socialiste au niveau politique.

Q. -- *Devant l'internationalisation de l'intervention capitaliste, tu as toujours parlé de l'internationalisation des luttes ouvrières. Existe-t-il à ton avis, au moins virtuellement, les conditions pour y parvenir ? Quelle tactique faut-il adopter ?*

R. — Les conditions pour l'internationalisation de la lutte existent et plus que jamais il faut la promouvoir face à l'internationalisation croissante du capital et face à la possibilité qu'a le capital aujourd'hui de battre les classes ouvrières séparément en utilisant le chantage de la concurrence internationale. L'internationalisation du capital et la concentration accentuent la conscience unitaire internationaliste de la classe ouvrière. A mon avis, les moyens employés doivent être des moyens de coordination, de consultation, d'élaboration commune entre usines appartenant à la même entreprise, au même groupe, au même complexe.

Ces moyens peuvent être aussi des actions coordonnées au niveau des branches d'industrie sur le plan international. Par exemple des luttes internationales dans l'automobile, l'électronique, le caoutchouc sont aujourd'hui non seulement possibles mais à mon avis nécessaires. Cela implique naturellement la fin de toutes les discriminations sur le plan international, mais la fin de ces discriminations ne doit pas avoir simplement pour but d'établir des rapports de caractère formel en vue de quelques prises de position communes. La fin des discriminations n'a de sens que si elle fait place à une politique active, à une ligne de classe combative au niveau international.

Nous sommes très en retard sur ce point, mais l'espace à couvrir peut être couvert si nous nous engageons sérieusement. □

● **Vittorio Foa est membre du bureau politique du P.S.I.U.P. et secrétaire national de la C.G.I.L.**

## Monde communiste

# Le rituel de Moscou

Pierre Gautier

La conférence des partis communistes et ouvriers à Moscou avait officiellement pour but essentiel d'étendre et de développer l'unité anti-impérialiste et de resserrer les rangs d'un mouvement international traversé par de puissants courants centrifuges. Le document préparatoire, soigneusement pesé dans les termes, très rituel dans la formulation, s'il laissait deviner le poids de la direction soviétique (pas de condamnation de la « souveraineté limitée ») ne s'écartait pas apparemment du dénominateur commun de la lutte contre l'impérialisme et d'une prudente recherche de la convergence.

Sans doute encouragés par les succès du néo-stalinisme en Tchécoslovaquie, les principaux dirigeants d'Europe de l'Est et bien sûr les dirigeants soviétiques eux-mêmes se sont départis de leur prudence. W. Gomulka, W. Ulbricht et surtout Leonid Brejnev sont passés à l'offensive contre les courants hétérodoxes, c'est-à-dire critiques d'une façon ou d'une autre de la politique intérieure et extérieure de leurs pays respectifs. La principale cible de leurs attaques a été Mao Tsé-toung et le parti communiste chinois, accusés même de préparer une guerre contre l'U.R.S.S. et rejetés par conséquent hors du camp anti-impérialiste. De là à qualifier la Chine de complice permanent des États-Unis et de l'impérialisme, il n'y a plus très loin, et on ne peut exclure que ce pas soit franchi au cours de la conférence. Le critère de la raison d'État soviétique et accessoirement de la raison d'État de certaines démocraties populaires est ainsi élevé à la hauteur de

principe de l'internationalisme. A cet égard il est significatif que la condamnation du révisionnisme de gauche (la Chine) trouve son pendant dans la condamnation du révisionnisme de droite (sous-entendus les réformateurs de Prague et sans doute les communistes yougoslaves).

Selon un vieux procédé stalinien on définit de façon relativement vague des déviations dites dangereuses afin de pouvoir combattre dans son propre sein les critiques les plus dangereux, frappés par la répression au nom de la pureté idéologique et de la fidélité aux principes. Le centre se retourne vers la périphérie et tente de couper les têtes qui dépassent. Comme le dit Brejnev : « Les partis communistes considèrent à juste titre que les intérêts de leur cohésion, ceux de l'ensemble du mouvement anti-impérialiste exigent instamment de renforcer la lutte contre le révisionnisme, l'opportunisme, tant de droite que de gauche... »

« Malgré toutes leurs distinctions dans le marxisme-léninisme les déviations de droite et de gauche ont en fin de compte les mêmes conséquences néfastes : elles affaiblissent la combativité des partis communistes, sapent les positions révolutionnaires de la classe ouvrière et l'unité des forces anti-impérialistes. »

En d'autres termes les opposants qu'ils soient ouvriers en Tchécoslovaquie, déportés tatars, officiers traumatisés par le stalinisme et ses séquelles (le général Grigorenko), écrivains emprisonnés en U.R.S.S. n'ont qu'un seul droit, celui de se tenir tranquilles afin de ne pas gêner la bureaucratie dirigeante.

La recherche de l'unité dans ce contexte n'est plus la recherche de confrontations approfondies, même si elles sont polémiques, mais la recherche des meilleurs moyens pour excommunier comme lors de la contre-réforme catholique.

Dans tout cela l'anti-impérialisme ne sort pas gagnant. Dans les textes d'interventions publiés jusqu'à présent on chercherait en vain une analyse tant soit peu sérieuse sur l'impérialisme d'aujourd'hui, un examen tant soit peu détaillé des différentes formes de lutte contre la domination impérialiste sur une grande partie de la planète, malgré les énumérations de statistiques sur les mouvements de grève. Le rapport des forces est décrit superficiellement, de façon grandiloquente (les succès), ce qui n'exclut pas quelques précautions de langage sur la nécessité de ne pas sous-estimer. En réalité ce point fondamental (ou qui devrait être fondamental) est traité de façon rituelle par la répétition de généralités vides qui n'ont pas grand-chose à voir avec la lutte réelle des peuples dans les différentes parties du globe. On ne peut s'occuper à la fois de mater les peuples des pays non capitalistes et lutter effectivement contre l'impérialisme.

Il est vrai qu'un certain nombre de partis font entendre des sons discordants. Le secrétaire général du parti communiste roumain Ceaucescu s'est opposé courtoisement et fermement à quelques points essentiels des positions soviétiques (souveraineté limitée), est-allemandes (centre dirigeant international, réédition du Kominform). Il a dit son désaccord avec les attaques lancées contre le parti communiste chinois et son 9<sup>e</sup> congrès. Le parti communiste australien de son côté a osé soulever le problème tabou de la Tchécoslovaquie. On peut par ailleurs penser que le parti communiste italien ira

encore plus loin dans la critique. De ce fait, il n'est pas exclu que le texte terminal de la conférence ne soit pas adopté à l'unanimité. On ne doit toutefois pas se faire d'illusions sur la portée de ces oppositions. Les critiques roumaines, pour une large part à cause de la situation militairement et diplomatiquement exposée du pays, ne peuvent dépasser le stade du droit à l'autonomie de chaque parti, elles ne peuvent porter sur les causes profondes du comportement des dirigeants soviétiques. De même les critiques des partis communistes des pays capitalistes, à cause de leurs liens idéologiques, politiques, voire affectifs, avec le P.C. de l'Union soviétique ne peuvent aborder que par la bande la critique de la stratégie internationale défendue par les dirigeants de Moscou depuis de longues années.

C'est pourquoi en rassemblant la majorité des partis communistes du monde à Moscou, en tolérant quelques expressions non conformistes minoritaires, les dirigeants soviétiques auront atteint un objectif non avoué, mais décisif pour eux : faire la démonstration aux peuples d'U.R.S.S. et des démocraties populaires qu'ils disposent toujours d'une position hégémonique sur le mouvement communiste international et par conséquent de soutiens un peu partout à l'Est et à l'Ouest. Par là ils peuvent faire admettre à beaucoup de gens que leur puissance, bien que contestée, est toujours inébranlée. En même temps ils signifient aux États occidentaux qu'ils restent le seul interlocuteur valable.

Il reste à espérer qu'une bonne partie des communistes dans le monde sauront discerner derrière la façade des lézards qui minent l'édifice et qu'ils commenceront à poser en termes nouveaux le problème de l'internationalisme socialiste. □

Pour comprendre l'importance de la campagne présidentielle

**l i s e z**

## le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France

par

**Michel Rocard**

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"  
54, boulevard Garibaldi - Paris-15<sup>e</sup>  
C. C. P. 58 26 65 - Paris

Prix 4,90 le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

# Bordeaux : l'affaire des chantiers navals

## Le Comité d'Entreprise

Les chantiers navals de Bordeaux vont sûrement fermer leurs portes : 1.000 travailleurs sans emploi. Mais il faut voir au-delà de cette constatation. Il faut parler des erreurs du groupe Schneider, des conséquences de cette disparition sur la vie économique de Bordeaux.

A l'occasion de la campagne présidentielle, le comité d'entreprise des chantiers de Bordeaux a adressé à Michel Rocard son analyse de la situation. C'est celle-ci que nous publions. On y trouvera bon nombre d'informations intéressantes et on y découvrira l'aspiration de ces travailleurs à s'occuper sérieusement de leurs affaires. En termes socialistes plus adéquats aux conditions de la lutte, cela s'appelle revendiquer le contrôle ouvrier.

T.S.

En 1959 le Chantier naval de Bordeaux qui s'appelait alors : Forges et Chantiers de la Gironde, était une entreprise pleine d'allant. Elle avait la réputation d'être le Chantier français ayant fait le plus gros bénéfice sur une commande, celle d'un navire livré la même année. C'est alors que paraît le Livre Blanc qui, d'une manière tout arbitraire, invite trois chantiers français, à se reconvertir ou à fermer leurs portes : C.A.P., A.C.S.M. et F.C.G. Les critères choisis étaient pour le moins, sujets à caution, mais cette orientation se traduit immédiatement par une limitation, puis une suppression de l'aide à la construction navale.

Notre Société, pour pouvoir continuer, fusionne avec les Chantiers de France à Dunkerque pour devenir les Ateliers et Chantiers de Dunkerque et Bordeaux « France Gironde ». Avec des difficultés, le travail est assuré.

Parallèlement, on se lançait dans la reconversion ! La seule activité de ce genre, à l'heure actuelle, est celle des constructions industrialisées qui est encore loin d'avoir assuré sa rentabilité. Le reste passa comme une fumée... mais, en laissant des « trous » dans la caisse, qui totalisent, dépassent dix millions de francs.

Puis, le Gouvernement limita l'autorisation de construction aux navires spécialisés et aux navires de pêche de moins de trois mille tonnes. Ce fut le début de la fin, car notre Chantier, conçu pour construire des navires de moyens tonnages (quinze à trente mille tonnes), ne put jamais rentabiliser sa production, faute de moyens appropriés. La Société et le Groupe Schneider ne voulurent pas investir sans avoir l'assurance d'un avenir assuré... Pendant ce temps, le

personnel tombait de mille huit cents à mille environ.

Le contrat professionnel signé l'année dernière entre la Chambre syndicale et le Gouvernement entérina cette situation, en prévoyant la disparition définitive des Chantiers de Bordeaux. Pour préparer cette ultime échéance, la fusion de 1960 fut annulée, et Bordeaux devint une filiale des A.C.D.B. France Gironde, et s'appela Constructions Industrielles et Navales de Bordeaux « France Gironde » (C.I.N.B.). On profita du premier bilan de cette nouvelle société pour éponger les déficits précédents qui n'avaient pas été tous comptabilisés. Les réserves et la majeure partie du capital nominal y passèrent.

A l'heure actuelle, le carnet de commandes est vide. Le département des constructions industrialisées a été séparé de la partie navale et constitue une Société de gérance autonome ; l'horaire de travail a été ramené à quarante heures ; la majeure partie du personnel a été envoyée en congé au mois de juin dans l'attente d'un licenciement collectif précédant la fermeture.

Enfin, pour tout clore, un administrateur provisoire a été nommé par le Tribunal de la Seine à la demande du Groupe, sous prétexte de divergences au sein du Conseil d'Administration, mais, en fait, pour prendre des responsabilités que ce dernier était gêné d'avoir à endosser.

Il ne faut pas se leurrer, ces mesures de licenciement vont toucher directement plus de six mille personnes, y compris les familles. Une entreprise comme la nôtre comporte des Bureaux d'Etudes importants et de nombreux cadres. Quelle industrie

pourrait-on créer immédiatement pour utiliser tous ces licenciés et, la seule possibilité sera alors l'émigration, certains disent « la déportation », si par chance, ils arrivent à trouver une place. Quelle perte de substance considérable pour la région déjà pauvre en moyens !

## Les chantiers ne doivent pas disparaître

Pourtant, ce chantier ne demandait qu'à vivre, pouvait vivre, et peut encore vivre ; il est même indispensable à la région aquitaine et à son équipe.

Le programme de modernisation qu'envisage l'E.D.F. pour la Centrale d'Ambès, amènera près de vingt millions de tonnes de combustible liquide à transiter par la Gironde.

La modernisation du canal latéral à la Garonne dont la première tranche, s'étendant jusqu'à Agen, vient d'être décidée, amènera l'ouverture de Bordeaux vers l'hinterland de Toulouse.

Notre estuaire offre des possibilités sidérurgiques et industrielles côtières, en particulier pour la transformation de métaux nobles, des minerais de potasse, ainsi que la fabrication de chlore et de sodium à partir du sel.

Dans ces conditions il n'est pas possible d'assurer les services que sont en droit d'exiger d'un port les différents usagers maritimes, sans la présence d'un solide chantier de constructions navales servant d'infrastructures, de moteur et d'appoint à toute une série d'entreprises de réparation, d'entretien et de services divers. La disparition définitive de notre firme ruinerait toutes les espérances qui ont justement été fondées sur l'avenir de notre région.

Or, l'outil existe. Peut-être est-il un peu rouillé, mais nous sommes tout disposés à le rendre brillant et capable d'un usage long et rentable. Si notre Société est un grand malade ayant besoin de soins énergiques, ce n'est point encore un moribond, et des remèdes bien choisis devraient pouvoir lui donner la santé. Il semble qu'il existe dans le monde, comme en France, un marché certain pour les navires de quinze à vingt mille tonnes. D'autre part, les prévisions d'exploitations pétrolières dans le golfe Persique, sur la côte gabonaise, au

large du Brésil, en Alaska et dans la baie d'Hudson, laissent prévoir, pour les quelques années à venir, un marché important pour les barges de recherche pétrolière. Ainsi, la décision qui avait supprimé et réglementé l'octroi de l'aide à la construction navale nous paraît-elle devoir être révisée.

C'est, à notre point de vue, la première mesure indispensable, mais ce n'est point la seule ; les problèmes que nous avons à résoudre pour redonner vie et activité à notre maison sont de trois ordres : financier, commercial et de rentabilité.

## Rétablir la situation financière

Il s'agit de rétablir la situation financière d'abord, et ensuite, de trouver les fonds pouvant assurer une modernisation indispensable de nos moyens de construction. Il conviendrait, pour ce faire de trouver cinquante millions de francs au moins, et plus, certainement soixante. Ces fonds pourraient avoir une double origine :

— un prêt à long terme de l'Etat de trente millions environ. Les renseignements qui nous ont été donnés nous laissent espérer qu'une telle solution pourrait être envisagée ;

— l'appel à des fonds privés pour le reste.

Ces fonds devraient être recherchés sur le marché français en général, mais plus particulièrement en Aquitaine et dans les régions avoisinantes qui bénéficieront de l'essor de Bordeaux.

Les communautés locales et régionales pourraient participer à cet effort. Pour harmoniser, coordonner l'ensemble, une société mixte d'exploitation pourrait être créée, groupant des représentants des capitaux privés, de l'Etat et des Collectivités régionales avec, ou sans le concours du Groupe Schneider selon ses intentions. Il serait souhaitable que quelques représentants du personnel y participent. Nous n'avons pas ainsi l'impression, ni l'intention, de demander l'aumône, mais, nous estimons qu'il s'agit là d'une juste réparation d'un dommage causé aux intérêts du personnel, et par l'Etat qui a décidé arbitrairement la fermeture d'un chantier sans envisager préalablement les mesures indispensables à procurer un emploi au

personnel licencié, et par la société qui, depuis dix ans, ne peut élaborer une politique d'ensemble permettant le sauvetage d'une entreprise qui lui était fidèle depuis plus de quarante ans.

## Des propositions sérieuses

D'abord, et avant tout, il est indispensable de procéder à une étude poussée de marché pour vérifier que la situation actuelle restera favorable dans les années à venir. De toute façon, si cette étude montre qu'il est possible de réaliser des navires de tel ou tel type, il faudra créer un service de prospection commerciale indispensable à la vie de l'entreprise. N'est-il pas aberrant de voir notre Etablissement manquer de travail, alors que tous les chantiers de France et du Monde ont pléthore de commandes ? Et si l'étude de marché montrait, contrairement à nos espoirs, qu'un chantier n'est pas viable à Bordeaux, au moins, aurons-nous la satisfaction d'avoir lutté jusqu'au bout, ce que tout le personnel est disposé à faire.

Reste le problème de la rentabilité qui pourra être résolu :

— par une politique d'investissements dont nous avons parlé précédemment, et qui devra être adaptée à l'étude de marché ;

— par la modification de l'infrastructure et de la structure de l'établissement en fonction également des marchés ;

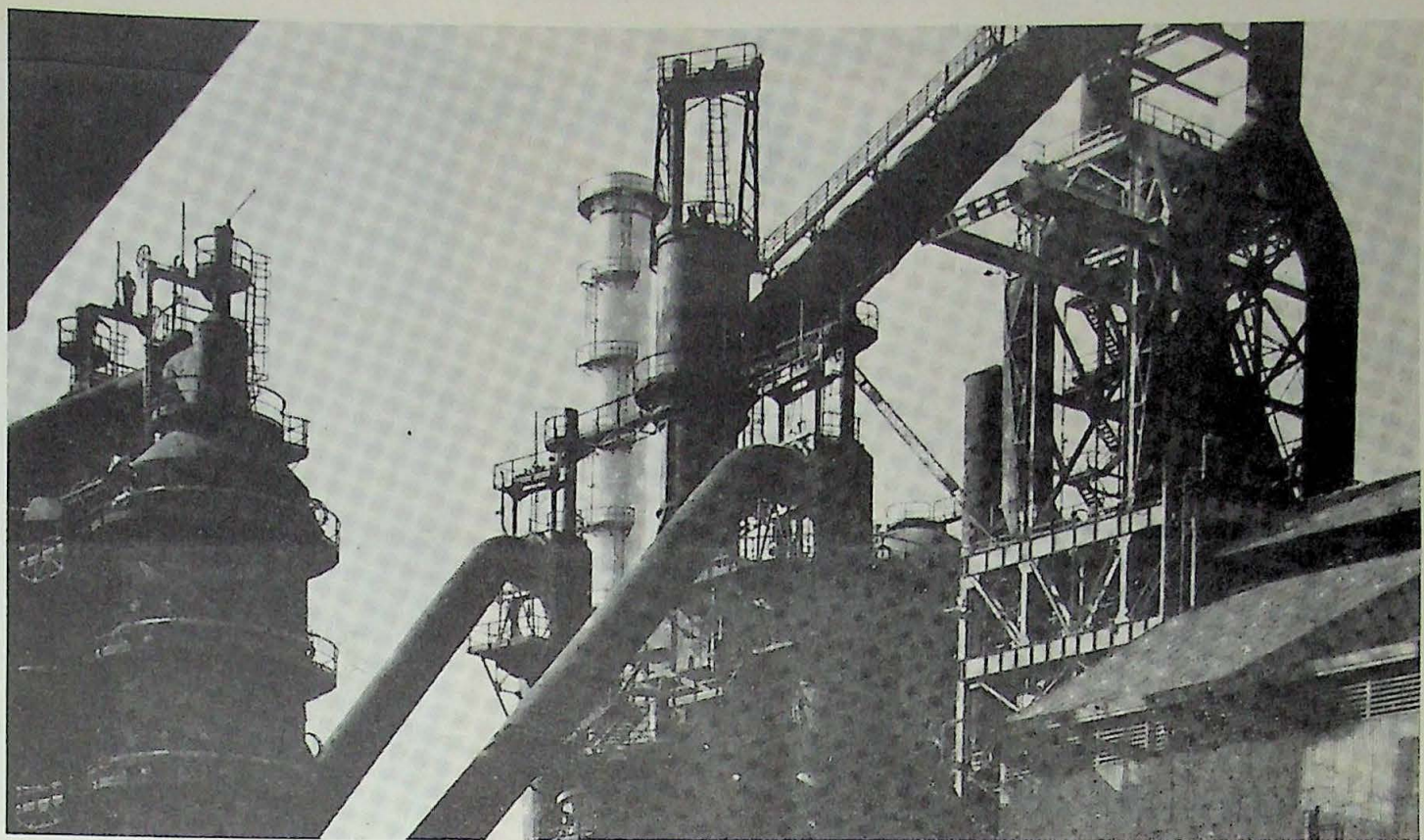
— par le choix de commandes offrant les meilleures chances de rentabilité, en panachant, en particulier, harmonieusement, les commandes de navires, de constructions d'engins offshore ;

— par une gestion saine de tous les services, et notamment par un bon fonctionnement du service commercial permettant d'obtenir des délais corrects pour la réalisation des diverses commandes ;

— enfin, par une recherche raisonnée et en profondeur d'activités nouvelles dans le domaine traditionnel que sont pour nous, la mécanique et la chaudronnerie, mais, aussi, dans des secteurs d'activités complètement différentes dont les produits demandent peu de frais de transport, ou peuvent s'exporter aisément par mer.

Il nous paraît évident qu'un tel ensemble de mesures servirait de catalyseur au réveil des énergies de la Société et du personnel, et qu'ensuite la rentabilité de l'affaire devrait être assurée ; celle-ci ne pourra cependant être que le résultat des efforts de chacun, et la participation de tous sera obtenue par la conviction unanime de la volonté de renouveau et de succès de l'entreprise.

Tous à leurs postes : ouvriers, employés, cadres et ingénieurs, sont prêts à œuvrer ensemble pour démontrer que Bordeaux et l'Aquitaine sont capables de faire aussi bien, et mieux, que toute autre région où la construction navale est solidement implantée.



# Grève modèle à la Sollac

Jacques Ferlus

Machin et Chose, les duettistes de la course à la présidence de la République, se disputent les voix des travailleurs de la Sollac et d'ailleurs. Machin qui occupe actuellement l'Élysée a fait recevoir les grévistes. Chose, qui espère le remplacer le 16 juin, est plus malin. Il a inscrit la mensualisation des salaires dans son programme. Mais il ne dit pas comment il compte réaliser ce projet.

En attendant à Florange en Moselle, la grève dure. C'est un combat important qui se déroule à l'aciérie Thomas, appartenant à « l'entreprise pilote de la profession » : la Sollac. Pour qu'un tel conflit puisse durer plus de quatre semaines et pour qu'il puisse faire trembler le patronat et les candidats à l'Élysée, il doit certainement rassembler de nombreux travailleurs ? Que non pas. Les grévistes ne sont que quelques dizaines.

Tout a démarré au début du mois de mai. Ce jour-là, les ouvriers de l'aciérie Thomas ont décidé de croiser leurs bras. C'était la quarante-cinquième fois depuis le mois de janvier qu'on arrêtait le travail à la Sollac. En mars dernier, dix jours de grève du service transport avaient permis une augmentation de dix pour cent sur les salaires.

Les ouvriers ont lancé la grève en mettant les syndicats devant le fait accompli. La CFDT, majoritaire dans l'usine, a épousé le mouvement. La CGT paraît plus timide devant des revendications qui sortent de l'ordinaire. Sur les lieux, CGT et CFDT reconnaissent que les travailleurs veulent maintenant décider eux-mêmes de leurs actions. Ils refusent toute organisation tradi-

tionnelle des arrêts de travail. Finis les piquets de grève à caractère bon enfant, les prises de parole systématiques, les arrêts de 1 à 24 heures. Maintenant on reste devant son poste et on refuse de travailler.

A propos de ce conflit, la presse (« Le Monde » du 6 juin) parle, pour la première fois, de l'action des militants politiques et particulièrement de ceux du PSU qui sont présents et très actifs. Comme quoi l'action dans les entreprises n'est pas un simple slogan.

La direction de la Sollac est désarmée. Elle a usé toutes ses armes traditionnelles pour faire reprendre le travail. Constatant son insuccès elle a sorti la grosse artillerie. Sur ce point les camarades du PSU signalent les pressions sur les travailleurs étrangers qu'on menace d'un renvoi à la frontière. Il y a eu aussi les militants qui, en trois heures, ont été convoqués, jugés et condamnés pour « délit d'occupation du territoire patronal ». On a également tenté de briser le mouvement en distribuant des primes aux non-grévistes. On brandit la menace du chômage. Certains cadres se sont même vendus à la direction pour assumer un rôle de chien de garde, de flic.

Rien n'y a fait, la direction a dû céder.

La grève de la Sollac est la plus longue de toutes celles de la sidérurgie lorraine. Pas tellement parce que les ouvriers y sont plus combattifs qu'ailleurs, mais davantage à cause de leurs revendications qui remettent en question tout le schéma de la politique sociale de l'entreprise. Les ouvriers demandent

la mensualisation des salaires dont la non-application engendre de grosses disparités.

Dans le contexte actuel, la direction a raison quand elle affirme que « cette question ne peut se régler au niveau de l'entreprise ». A force d'aller de négociations sur ceci en négociations sur cela, d'accords de Grenelle en non-accords de Tilsitt, le patronat, entraînant derrière lui un certain nombre de syndicats, s'est enfermé dans la procédure des accords paritaires. Actuellement il ne peut ou ne veut pas en sortir. La grève de la Sollac démontre que les relations sociales dans les entreprises n'existent plus. Le patronat se veut irresponsable. Pourtant à la Sollac, il a été obligé de capituler. Le travail a repris lundi, les grévistes ont obtenu satisfaction.

Tous les beaux accords qu'on a signés dans la sidérurgie, souvent avec la complicité de syndicats non représentatifs, sont en train de voler en éclats par l'action d'une poignée d'ouvriers. Et Chose, le candidat susdit, veut mensualiser les salaires. D'abord rien ne dit qu'il le fera. Et s'il le fait ce sera par un nouvel accord paritaire. Mais les travailleurs n'en veulent pas.

Nous allons vers de belles luttes. Mais qu'on ne s'attende pas trop à retrouver le grand spectacle du printemps 68. Maintenant les revendications seront formulées différemment d'une usine à l'autre. C'est en partant de chaque entreprise qu'il faut préparer les conditions de luttes généralisées et coordonnées. Le mot d'ordre c'est le contrôle ouvrier. Ça ne se négocie pas, ça se gagne. □

# Le père le plus méritant

Rémy Grillault

Le 4 juin dernier, le Comité National pour la Fête des Pères a décerné l'annuel prix du père le plus méritant de France. Une fois de plus il faut dénoncer l'action de ces comités nationaux des pères, des mères, des vieux... Dans le style le plus pur des dames patronnesses, ils entretiennent la bonne conscience des Français, tout en les empêchant de prendre conscience des vrais problèmes.

## Une escroquerie nationale

Quoi que puisse penser M. Maurice Genevoix (de l'Académie française), président dudit comité, la fête des pères, qui a « pour ambition de distinguer le rôle du père, chef de famille, artisan de l'aisance (sic) familiale et éducateur », cette fête est une véritable escroquerie.

En 1967, près de 6 millions de francs de publicité ont été investis dans cette fête, en juin 1968 pratiquement rien et pour cause... En 1969, on va sûrement battre tous les records.

Notre bonne bourgeoisie, comme pour s'excuser des profits que de telles manifestations lui font faire, trouve toujours quelques académiciens, anciens ministres, magistrats, bonnes œuvres, ecclésiastiques pour créer un comité national.

Ainsi le 24 juin sera la première fête des enfants. Il ne manquait plus qu'eux. A cette occasion, les parents qui achèteront des jouets seront invités à déposer une petite obole chez les commerçants. L'argent ainsi récolté permettra d'acheter des jouets pour les établissements de handicapés.

Savez-vous qui organise tout cela ? Le syndicat des fabricants de jouets sous le couvert d'un comité national, bien sûr, et dans le but de financer la recherche de jouets adaptés aux handicapés, comme il se doit. Ainsi le fabricant augmente ses bénéfices, l'Etat économise ses crédits, le consommateur croit faire une bonne action et dort tranquille. Encore heureux que les enfants handicapés puissent en profiter.

## 10.000 francs de récompense

Mais revenons à la fête des pères et à son comité national. Les textes exposant les cas des pères méritants sont ceux qui ont été remis à la presse. Nous n'y avons pas changé une virgule. On croit lire « la Porteuse de pain ».

« Monsieur JOUHET remplit depuis 27 ans les humbles fonctions d'agent de bureau à la mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Son activité professionnelle a toujours



Collobert

été exemplaire, mais sa vie familiale l'est encore plus. Il élève ses neuf enfants dans les meilleures conditions matérielles et morales, avec le souci de leur donner les meilleurs atouts en main.

« Malgré les difficultés que cela représentait pour ce modeste ménage, M. JOUHET a voulu que ses enfants aient la possibilité de faire, tous, des études solides leur permettant une promotion sociale. Sur les neuf, trois sont étudiants, quatre sont écoliers : ces sept enfants sont donc entièrement à sa charge.

« Nous sommes là devant un bel exemple de promotion sociale : malgré son humble situation un père a, tout au long d'une vie, tout sacrifié afin que ses enfants puissent acquérir une instruction solide capable d'assurer leur réussite sociale et de leur permettre d'atteindre à des situations supérieures à la sienne. Il s'est entièrement dévoué à cette tâche, s'employant à leur donner une éducation morale très ferme. »

Bravo M. JOUHET, le prix de 10.000 F que vous recevez, vient heureusement compléter vos 1.423 F de revenus mensuels. Remarquez en passant que les bons bourgeois qui vous ont couronné sont ceux-là mêmes qui affirment que notre système d'enseignement est véritablement démocratique, que les chances de réussite sont les mêmes pour tous.

## Si tous les « Méritants » de France

« Monsieur Halimi, lassé de vivre dans un logement sordide avec sa nombreuse famille, a acheté, il y a cinq ans, un pavillon en bois qu'il a depuis lors remis en état.

Cet achat a évidemment été fait à crédit. Malgré ses maigres revenus, M. Halimi a réussi à installer une salle de bains et une cuisine, cinq chambres et, en outre, refaire la façade de la maison. C'est grâce à son courage, un travail acharné, beaucoup de patience et d'imagination qu'il a réussi à reloger sa femme et ses enfants de façon honorable. Malgré tout, il n'y a que 8 lits pour 14 personnes, et le budget moyen journalier est de 8,66 F pour chacun. »

Lorsque M. Halimi aura dépensé les 1.000 F qu'il reçoit en récompense, tout redeviendra comme avant. Le logement sera toujours aussi petit, le revenu aussi maigre, le travail aussi pénible.

Le comité national ne s'inquiète pas de savoir si la nation tout entière n'est pas responsable de la situation de ces familles. Pourquoi le ferait-il alors que chaque année il se trouve des dizaines de maires, dont certains se disent socialistes pour leur présenter des cas semblables à ceux que vous venez de lire.

Ces braves pères, dont nous ne critiquons pas les louables efforts, vont continuer leur difficile existence. Dans les moments d'anxiété ils regarderont leur beau diplôme accroché au mur de la salle à manger. Quand on est le père le plus méritant de France c'est pour toute la vie.

Mais un jour des millions de pères méritants, de mères méritantes, de vieillards méritants, d'enfants méritants, de travailleurs méritants iront casser les vitres des bourgeois - dames - patronnesses. Ceux-ci, réveillés, diront de leur balcon : « Mais, nous avons toujours été bons pour vous. » D'en bas on répondra : « C'est justement pour ça... »



Collobert



# Souscription Nationale

Les sommes collectées par les militants et les sympathisants du courant socialiste dans le cadre de la *Souscription nationale* lancée par notre Parti arrivent encore trop lentement à la trésorerie nationale. Le montant encaissé à cette date s'élève à 30.000 francs alors que les dépenses engagées se montent à 300.000 francs. Ces dépenses concernent, pour l'essentiel (plus de 200.000 francs), les frais d'impression des tracts, affiches, journaux, bons de soutien et cartes des Comités Mai 1969.

Le fait de n'avoir pas atteint les 5 % nous prive d'une recette supplémentaire de 100.000 francs qui est versée par l'Etat à tous les candidats ayant atteint ce pourcentage.

Il convient de relancer avec le maximum de vigueur la *Souscription nationale* pendant que l'opi-

nion est encore sensibilisée par la campagne de Michel Rocard. Il faut accélérer les versements. Le Bureau national du P.S.U. demande à tous les militants du Parti, à tous les sympathisants du courant socialiste, à tous les lecteurs de *Tribune Socialiste* qui sont en possession de fonds collectés pendant la campagne de les verser directement :

— soit par C.C.P. : P.S.U. - 14-020-44-Paris ;

— soit par mandat à l'ordre du P.S.U. ;

— soit par chèque bancaire.

Le Bureau national du P.S.U. insiste vivement auprès de chacun sur l'importance qu'il faut accorder à ce problème. C'est un effort à la portée de chacun.

Chaque sympathisant du courant socialiste doit collecter 20 francs.

Les sections du Parti, les groupes de sympathisants, les Comités Mai 1969 vont faire connaître aux électeurs leurs appréciations sur les résultats du premier tour et leur indiquer leur position pour le deuxième tour. Ils le feront par tracts, journaux et bulletins, communiqués de presse et affiches. Ils s'adresseront à tous ceux qui ont voté pour Michel Rocard en leur demandant de nous fournir les moyens matériels et financiers nécessaires à la poursuite du combat. Ils insisteront sur la nécessité et l'importance d'une telle aide.

Le Bureau national du P.S.U. compte sur tous pour que cette tâche soit menée à bien et le plus rapidement possible.

Bon courage !

Daniel Frachon

## Nombreuses adhésions

Tous les jours, pendant la campagne de Michel Rocard, comme après, le secrétariat national du Parti reçoit des demandes d'adhésion très nombreuses.

Dans l'état actuel des choses, et compte tenu des multiples adhésions recueillies par nos sections et nos fédérations, il est impossible de comptabiliser exactement le nombre de ces adhésions. Disons en tous cas qu'elles se chiffrent par milliers.

Le P.S.U. fait donc un nouveau bond en avant, qui doit pouvoir être encore beaucoup plus fort, si toutes nos sections et fédérations se fixent des objectifs de recrutement.

Le P.S.U. au travers de la campagne vient de se gagner de nouvelles sympathies. Il est important qu'elles se concrétisent et deviennent des adhésions.

Ajoutons, qu'avec l'existence des Comités Mai 1969, qui doivent devenir des Comités du Courant Socialiste, des liens nouveaux se créent avec nombre de camarades qui se sentent de plus en plus concernés par la construction d'un nouveau courant socialiste en France.

Il faut donc que dans les semaines proches, toutes nos fédérations donnent à ce mouvement l'impulsion qui convient. □

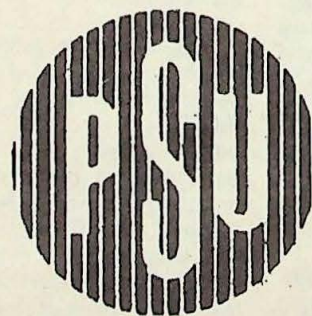
## MEETING

Manuel BRIDIER

Marc HEURGON

Serge MALLET

Michel ROCARD



Salle de la Mutualité - Jeudi 12 Juin

20 h. 30

sous la présidence de Jacques Kergoat.

Des militants ouvriers et des représentants du mouvement de mai participeront au débat.

## Courrier des entreprises

Le numéro de mai 1969 du Courrier des entreprises est paru.

Il reste un certain nombre de numéros qui pourront être expédiés aux camarades qui en feront la demande à la Commission nationale entreprise, 81, rue Madeleine, Paris-15<sup>e</sup>.

Le prochain numéro (juillet) ne sera expédié qu'aux abonnés... si vous désirez le recevoir régulièrement **ABONNEZ-VOUS**.

6 F les six numéros.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

C.C.P. 58-26-65 Paris Guy De-gorce. (Notez au verso du chèque ou mandat « Courrier des entreprises »).

## C'est à vous ?

Lors du Congrès national de Dijon, il a été trouvé une valise et un sac de voyage. Ils sont disponibles pour leurs propriétaires au Siège du Parti.

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Érotissimo

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

établit un dossier sur une question importante de l'heure.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

développe les thèmes d'action du courant socialiste.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois .....	22 F
1 an .....	43 F
de soutien à partir de .....	80 F

C.C.P. 58 26 65

# Ruzante, paysan prolétarisé

Dominique Nores

Les problèmes du monde agricole sont très rarement évoqués sur scène de façon sérieuse. Cela tient à ce que, par son habitat et ses façons de vivre, le cultivateur est resté longtemps un isolé. Si, ces dernières années, un mouvement théâtral est né en Californie, c'est que, Mexicains pour la plupart, des ouvriers agricoles en grand nombre, parqués l'hiver dans des baraquements où ils vivent d'une « aide sociale », ont l'été, moment où le travail presse, pour faire aboutir ensemble leurs revendications. 1965, Delano, les travailleurs agricoles refusent de cueillir le raisin. Alors naît le « Teatro el Campesino » composé de quelques acteurs, engagés politiquement aux côtés des grévistes et décidés à rendre manifestes à tous, par le jeu, les motifs de leur action. Pancartes distribuées (1) et le schéma dramatique des *actos* expliqué à chacun, chaque interprète pris parmi les grévistes pouvait en choisissant un rôle ou l'autre expliciter sa propre position ou par sa composition même, dénoncer l'adversaire commun, propriétaire, intendant-recruteur, ou briseur de grève. L'*actos* qui ne cherchait pas à donner l'illusion de la réalité (la benne d'un camion s'y prêtait mal) s'entendait à indiquer les rapports sociaux : un homme qui vit du travail des autres se présentait scéniquement sur leur dos. Chaque spectateur reconnaissait facilement la situation décrite et s'en défendait par le rire.

Cependant l'*actos*, outil de la lutte politique, est une forme dramatique sans durée. Étroitement lié à la lutte sociale, il doit se renouveler, s'inventer sans cesse.

### Ruzante et nous

Il n'en est pas de même de la seule œuvre qui, dans le passé, s'attache à décrire la situation des paysans dans un moment où, prolétarisés eux aussi, et contraints de vivre entassés dans les bas quartiers des villes, ils ont eu, fût-ce de façon rudimentaire, la conscience de leur situation. Là, la réalité du moment a été fixée dans une forme qui lui a permis de passer les siècles.

Angelo Beolco, dit Ruzante (du nom de son personnage) a vécu les quarante premières années du XVI<sup>e</sup> siècle. A dix-

huit ans, il forme une des premières compagnies théâtrales que l'Italie ait connues, puis est engagé par le Cardinal Cornavo comme fermier, l'été, comme intendant chargé de ses loisirs, l'hiver. Et ce qu'il décrit curieusement, à des gens qui souhaitent s'amuser, c'est la situation des campagnes vénitiennes en ce début du XVI<sup>e</sup> siècle où les guerres et la peur du paysan mêlées viennent de ruiner la petite paysannerie : 1508, c'est la Ligue de Cambrai, la guerre contre Venise dans laquelle Jules II, qui se veut maître de l'Italie, entraîne l'Europe. Venise recrute dans les campagnes. 1509, c'est Agnadel, la victoire de Louis XII sur les Vénitiens, la paix séparée de Jules II, les paysans démobilisés qui n'ont rien gagné et qui font peur. Rentrés au pays ils ne retrouvent pas leurs terres distribuées aux nouveaux alliés. C'est le moment où Ruzante, ce « personnage sur lequel pèsent toutes les contraintes... » se met à parler « de tout ce qui essentiellement nous concerne tous. Le paria, le rejeté devient le meilleur porte-parole des critiques fondamentales et des vérités sociales premières » (2).

### Marcel Maréchal entre De Bosio et De Bosio

Tombées dans l'oubli, les principales œuvres de Ruzante ont resurgi, il y a un peu plus de dix ans, sur leur lieu d'origine, Padoue, dont Gianfranco De Bosio dirigeait le Théâtre Universitaire. Assez vite connu en France, le travail de celui-ci a quelque temps gelé l'invention française, par sa qualité même. On se rappelait sa *Moscheta* au Théâtre des Nations, son *Bilora* au T.E.P. Dans l'un et l'autre cas, on avait eu la révélation d'un monde dur, pour qui n'existe que la loi du plus fort. Le seul problème, pour les personnages de Ruzante, les mêmes d'une pièce à l'autre, c'est de retenir ce qui, incessamment, échappe : l'argent, la nourriture, la présence d'une femme, sans laquelle leur misère devient insoutenable. Dans *Bilora*, le paysan qui tue et s'acharne sur le corps du vieillard cousu d'or qui lui a pris sa femme, s'acharne physiquement contre la mauvaise chance qui, dans la vie historiquement datée qui est la sienne, s'est abattue sur lui.

Timides et mal au point, ou combinant l'artificiel et la vulgarité (au Théâtre de France) les premières représentations françaises ont déçu. L'entreprise du Théâtre du Huitième n'en a que plus de prix. Pour la première fois, la pièce est prise à bras le corps sans référence, en affirmant au contraire le droit du metteur en scène à l'invention. Marcel Maréchal joue *La Moscheta* (3). Il ne le fait pas sans partis pris — certains osés — mais jamais gratuits. Tous procèdent d'une intelligence profonde de l'œuvre et de la volonté de résoudre — à partir bien sûr du tempérament de Maréchal — les difficultés du texte et celles que font naître l'interprétation du rôle de Ruzante par Maréchal lui-même.

Marcel Maréchal, acteur, ne peut pas se départir, en effet, d'une sorte de bonheur du plateau. Ce bonheur fait partie de lui, de son corps qui ne cesse de jouer — en détail (et l'œil se plisse, la bouche avide ou déportée à gauche, boit la vie ou en rejette l'amertume) et dans son ensemble : et il semble jeune soudain, lancé en avant, presque beau, ou démuné par la peur de n'être pas aimé. Ce jeu, qui a beaucoup de charme, ôte au personnage de sa rudesse. Maréchal metteur en scène y a suppléé en inventant un chœur chargé d'imposer lyriquement, par le geste et la voix, la misère ambiante et en donnant pour femme à Ruzante une très curieuse Bétia, une figure à la Modigliani, composée par Jacques Angéniol. Bétia déféminisée c'est, surajouté à l'opéra, à la comédie satirique et à la farce mêlés ensemble, le drame — celui de la fidélité à soi-même, sans concession pour les autres — qui, brusquement, traverse l'œuvre.

Le dernier mot de cette saison reste pourtant à De Bosio revenu au Théâtre des Nations avec quatre *Dialogues* de Ruzante fondus par lui en un seul spectacle. De Bosio nous montre les fêtes du Cardinal et Ruzante se dépensant pour son service. Il faut attendre la fin de la représentation pour que ce qui paraissait d'abord trop uniquement beau et plaisant à sa propre grâce (trop de guirlandes et de bergeries) prenne son sens. Devant le Cardinal et sa cour, Ruzante et les trois comédiens de sa troupe ont joué *Ruzante revenant de guerre* et *Bilora*, cette dernière pièce gravement, tra-

giquement, comme il se doit, mais avec une pointe d'italianité destinée à montrer le jeu outré, la dimension théâtrale. Proposant le théâtre dans le théâtre, De Bosio s'adresse à nous par-dessus ces autres assistants (la cour du Cardinal) que Ruzante a charge de distraire. Le jeu fini, il essaie encore de prendre la parole, de parler des abus auxquels il assiste tous les jours, quand le Cardinal vient à lui, le Cardinal qui, la représentation terminée, ne désire plus qu'ouvrir le bal, forçant, par la simple pression du sourire, Ru-

zante, conscient du point au-delà duquel il ne peut aller trop loin, à se remettre dans l'emploi pour lequel on le paie.

Ainsi, c'est toute une société que De Bosio prend dans le feu de ses projecteurs. C'est du très beau travail. □

(1) Voir « Tribune Socialiste », N° 410.

(2) Dans « Histoires de Ruzante » édité par le Théâtre Populaire Romain.

(3) Récemment au Théâtre de Sartrouville, puis en tournée.

## Lulu

Bernard Sizaïre

Précisons d'abord que la représentation de l'Opéra-Comique (\*) ne rend pas pleine justice à *Lulu*. J.-D. Malclès, décorateur habituel de Jean Anouilh, confond l'univers impressionniste d'Alban Berg avec la « Dame de chez Maxim's ». Quant à l'interprétation (à part l'excellent Jacques Doucet et la jolie Joan Carrol, dans un rôle écrasant) elle demeure superficielle et bien de « chez nous ». Mais, puisqu'il y a 34 ans que nous attendions *Lulu* à Paris, après avoir attendu *Wozzeck* 42 ans, applaudissons au moins l'effort et l'intention.

Dans l'histoire de l'Opéra, *Wozzeck* et *Lulu* sont des événements aussi considérables que la création des *Noces de Figaro*. Quand le serviteur contestataire fait irruption sur la scène du théâtre lyrique pour bousculer les aristocrates et les héros antiques de l'opéra traditionnel, une révolution s'amorce. Alban Berg écrit *Wozzeck* en 1917 et compose *Lulu* en 1930, au début de la crise économique. Mêmes prémonitions...

De la victoire individuelle et limitée de *Figaro* à la suraliénation de *Wozzeck*, prototype de l'opprimé dont la révolte demeure aléatoire, la filiation est incontestable. Mais elle est encore plus nette de *Wozzeck* à *Lulu*. Si le premier est un exploité, battu d'avance dans un univers oppressif, la seconde représente une forme d'aliénation plus insidieuse et plus complexe. Son échec n'en est que plus révélateur.

Apparemment, *Lulu* est une femme fatale pour qui les hommes se ruinent et se tuent. Sortie du ruisseau à 12 ans, elle a été éduquée par un riche bourgeois pour devenir son jouet érotique. Dans l'effondrement des valeurs bourgeoises, le corps de *Lulu* est une valeur sûre. *Lulu* est cependant prisonnière de la double illusion que l'érotisme peut être une manière d'affirmer sa liberté et un moyen de dominer le

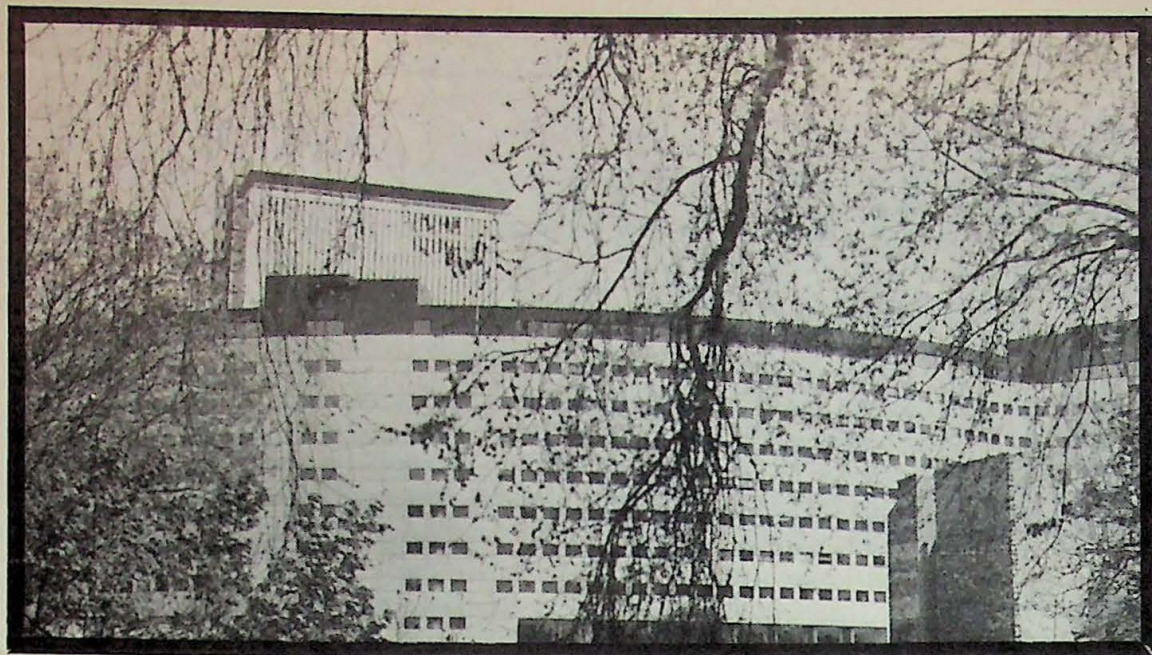
monde bourgeois. Elle ne se rend pas compte que la morale et l'intérêt de classe réconciliés ne lui pardonneront pas le trouble qu'elle a jeté dans l'âme d'éminents hommes d'affaires. La bourse et les crises financières sont là pour rappeler à l'ordre le grand patronat qu'égare un instant le démon de midi.

La deuxième leçon de cet opéra, c'est la dénonciation du rôle joué par le Lumpenproletariat et les marginaux en rupture de classe qui se « débrouillent » en singeant les bourgeois qu'ils prétendent gruger. Pour eux, l'amour ne repose que sur la jouissance et le profit. Le dernier « fiancé » de *Lulu* l'abandonne aussitôt qu'il constate que son séjour en prison l'affaiblit au point de le rendre impropre à la production. Elle conserve cependant une valeur marchande aux yeux de la police, c'est pourquoi il s'empressera de la dénoncer.

Nous sommes, on le voit, bien près de Brecht qui écrivait à peu près à la même époque l'*Opéra de 4 sous*. Si Berg semble moins préoccupé de pédagogie marxiste, le choix des thèmes et des textes qu'il a adaptés lui-même indique, de *Wozzeck* à *Lulu*, une continuité frappante dans les préoccupations sociales. *Wozzeck*, à qui son capitaine reproche d'avoir un enfant illégitime, répond : « L'argent, l'argent... allez donc mettre un enfant au monde avec de la morale... Si j'étais un monsieur, si j'avais un chapeau, une montre et un lorgnon et si je savais bien parler, je ne demanderais pas mieux que d'être vertueux. » Tout *Lulu* est là !

Etonnons-nous après cela, qu'une respectable abonnée de l'Opéra-Comique, après avoir hué et gloussé au baisser du rideau, ait déclaré à la sortie : « Ça ne vaut quand même pas les bonnes vieilles opérettes d'autrefois. » □

(\*) A l'Opéra-Comique jusqu'au 18 juin.



Elle Kagan

# Certifié exact

entretien avec Roger Louis

ROGER LOUIS, qui en juillet préféra quitter la Télévision plutôt que de travailler dans les conditions déplorables que l'on sait, vient de créer un magazine d'information couleur 16 mm (une sorte de « 5 colonnes à la une » indépendant) intitulé : « CERTIFIÉ EXACT ». Le premier numéro de ce magazine est actuellement diffusé dans des Maisons de jeunes, dans des foyers de jeunes travailleurs, dans des comités d'entreprise, dans des ciné-clubs qui se sont déjà abonnés. Il porte sur l'utilisation des moyens d'information pendant la campagne du Référendum. Un double montage d'un même événement permet de se rendre compte des manipulations que l'on peut faire subir aux images et aux sons.

Les fruits de cet effort de libération de l'information se vérifieront à l'usage. L'initiative est de toute façon et « a priori » intéressante.

— T.S. — Quelles sont les circonstances historiques précises qui vous ont amené à créer un magazine d'information indépendant ?

— ROGER LOUIS. — Pour vous répondre, il faut que je remonte à avant mai 68. Il faut que je vous dise d'abord ce qu'est le C.R.E.P.A.C. (Comité de Recherche pour l'Education Permanente et l'Action Culturelle). Sa création, en avril 68, était le résultat d'un certain nombre de contacts. L'idée du C.R.E.P.A.C. est née au cours de l'année 67, quand on s'est aperçu qu'on ne pouvait pas, à l'intérieur de l'O.R.T.F., faire un travail de recherche et de réflexion préalables à la réalisation d'émissions sur les grands problèmes économi-

ques, sociaux, scientifiques de notre époque. Ce fut la suite logique de cette prise de conscience qu'à la Télévision tout était improvisé. On colle quatre types autour d'une table pour discuter de ces problèmes entre eux, quatre spécialistes de la question, et pour montrer qu'on est libéral on prend un type de « l'Express », un du « Figaro », un du « Monde » et un de « la Nation » ; ces quatre types passent leur temps à bavarder ensemble devant la caméra en se foutant éperdument de savoir si le public suit ou ne suit pas. Prise de conscience aussi que la Télé était un instrument suffisamment important dans notre société pour qu'on l'utilise essentiellement à un travail d'information (au sens large du terme) et que, touchant 30 à 40 millions de personnes, c'est-à-dire pratiquement tous les Français, elle devait consacrer une partie importante de ses programmes aux problèmes actuels de cette société, qu'ils soient politiques, économiques, scientifiques ou sociaux.

Ces émissions, nous semblait-il, étaient de celles qui demandaient le plus de recherche à la fois sur le contenu et sur la forme, pour qu'elles puissent répondre à ce qui nous paraît être la vocation première de la Télé : faire en sorte que les membres d'une collectivité puissent connaître un minimum de choses à propos des problèmes qui se posent à eux, faute de quoi la démocratie risque de disparaître.

Regardez, quand les gens votent, ça ne veut plus rien dire : ils ne sont au courant de rien, ils ne sont pas conscients des problèmes de leur épo-

que ; c'est ce que nous montrons dans le N° 1 de **Certifié exact**.

Donc, c'est au terme d'un processus de réflexion sur l'impossibilité d'œuvrer à la Télévision (telle qu'elle était et est encore) dans le sens de l'Education permanente, que nous avons été amenés à créer le C.R.E.P.A.C. Nous : Max-Pol Fouchet, quelques réalisateurs, des animateurs culturels, des techniciens, des spécialistes de divers problèmes. Notre idée de départ était qu'il fallait provoquer des groupes de réflexion composés de gens très différents. Ainsi, les professionnels pourraient rencontrer les animateurs culturels.

A cette époque, Biasini venait d'être nommé directeur de la Télé. Il avait de bonnes intentions. Il envisageait des magazines importants pour passer à des heures de grandes écoutes (20 h 30) : un magazine économique d'une heure trente, un magazine scientifique, un magazine artistique, un magazine de variétés de même longueur. Il avait confié la responsabilité de ces magazines à trois ou quatre personnes. A moi, il m'avait confié le magazine économique. Nous lui avons tous dit que ça ne pouvait pas s'improviser, qu'il fallait du temps pour réfléchir, expérimenter et qu'il ne suffisait pas de décider qu'un truc pareil passe à 20 h 30 pour que le problème du public soit réglé.

A la suite de quoi, j'ai dit à Biasini qu'il me fallait six mois de réflexion. Il a répondu : « L'émission doit démarrer dans un mois. » Bien. Et c'est à ce moment-là qu'on a créé le C.R.E.P.A.C. Puisqu'il n'y avait rien à faire à l'O.R.T.F.

pour réfléchir, il n'y avait qu'à créer à l'extérieur cet organisme de réflexion.

On a créé le C.R.E.P.A.C. début avril et puis tout de suite Mai est arrivé. Le C.R.E.P.A.C. a joué un grand rôle dans la grève de l'O.R.T.F. Il a servi de cellule d'accueil pour beaucoup.

Là, on a pu réfléchir, par groupe (puisque le travail de groupe n'a jamais aussi bien marché qu'en mai), non seulement à de nouveaux statuts, mais aussi à de nouvelles méthodes de travail.

Et quand les syndicats ont imposé la reprise du travail à l'Office et qu'un certain nombre de gens ont été licenciés ou ont refusé de revenir (ce qui est mon cas), le C.R.E.P.A.C. était là.

Ce travail de réflexion entrepris au sein du C.R.E.P.A.C. m'avait amené à reprendre des contacts avec les mouvements d'éducation populaire (d'où je viens) : Peuple et Culture, la Ligue laïque de l'enseignement, la Fédération des M.J.C., les Foyers ruraux. Et je leur ai posé le problème que je leur avais posé il y a 20 ans : devant la Télévision, vous ne devez pas être que des usagers, vous devez faire la démonstration de ce dont vous êtes capables. Il faut que le travail de réflexion que vous avez pu faire en matière d'éducation permanente puisse se traduire en produisant, en réalisant vous-mêmes des programmes. Il y a 20 ans les mouvements ont refusé parce qu'ils se sentaient impuissants. Après mai, la réponse était différente. En quelques mois, les mouvements ont changé à 180°.

Quand le C.R.E.P.A.C. s'est créé (en dehors de la Télé), c'était pour faire bénéficier de notre recherche les créneaux de programme que nous détenions à la Télé. Quand nous nous sommes retrouvés dehors, soit par suite des licenciements, soit volontairement (ce qui est mon cas), nous avons pensé faire déboucher notre recherche sur une production utilisant l'infrastructure de diffusion constituée par les 30 à 35.000 appareils 16 mm de projection.

Par ailleurs, des liens se sont développés avec le mouvement syndical. En un premier temps, avec la F.E.N. et avec la C.F.D.T. Leurs sections de base commençaient à demander des choses très précises dans le domaine de l'audiovisuel.

On a été amené ensuite à contacter le mouvement coopératif (la Fédération Nationale des Coopératives Ouvrières de Production, la F.N.C.O. de Consommation). Leur travail d'information demandait des moyens techniques. Nous pouvions les leur donner.

Quand on s'est demandé : que produire ? on s'est vite aperçu que ce qui intéressait au maximum les gens c'était un magazine d'information conçu pour provoquer des débats. Une information ouverte qui, dans sa forme et ses contenus, aborderait les problèmes de notre pays et de

notre époque. Un magazine qui n'apporte pas de solution, mais qui pose des problèmes. Il serait accompagné par des documents écrits destinés à l'animateur de la section locale afin de lui apporter d'autres informations que le film ne contient pas.

Ce choix de réaliser un magazine a été fait directement en fonction de la Télé, parce qu'elle ne remplissait pas son rôle, parce qu'elle n'abordait jamais les grands problèmes.

Bien que nous sachions que le public était scandalisé par les informations de la Télé, étant donné la détérioration des activités cinéma 16 mm dans les mouvements, nous ne savions pas si un tel magazine posséderait une force d'attraction suffisante pour faire sortir le public de chez lui. Le numéro 0 que nous avons projeté un peu partout à travers la France, nous a permis de nous rendre compte combien les gens étaient attirés par une information libre.

Aussi, en plus de « Certifié exact », allons-nous produire des dossiers sur l'Europe, sur d'autres grandes questions comme celle-là, traitées en plusieurs films d'une 1/2 heure. Ce seront des outils de travail pour les animateurs. Enfin, les mouvements pourront réaliser leurs propres films puisqu'ils ont enfin leur instrument de production.

— T.S. — Comment avez-vous résolu vos problèmes financiers ?

— R. L. — Pour le magazine nous avons proposé un abonnement annuel de 55.000 francs (huit numéros). Les circuits groupent 15 points chacun. Il y a une copie pour 15 points. Il nous faut environ 4 à 5.000 points pour financer le magazine. Nous avons déjà 1.000 points et nous estimons que nous en aurons 3.000 en octobre. Et 5.000 en 1970.

On a prospecté aussi les télévisions étrangères, qui peuvent acheter le magazine pour le passer ou qui veulent coproduire des reportages avec nous.

— T. S. — Si, par suite de changement politique, l'O.R.T.F. changeait de forme, que feriez-vous ?

— R. L. — Même si l'O.R.T.F. se modifie, l'objectif de Scopcolor (l'organisme de production) reste le même : être l'instrument de production des mouvements. Mais ce qui peut changer c'est que ces mouvements demandent et obtiennent des heures d'antenne et que, grâce à leur pratique de l'audiovisuel dans le cadre de notre organisme, ils soient en état de faire du bon travail à la Télé. Je me suis toujours opposé à ce qu'on dise que Scopcolor a été créé pour mener des actions par rapport à la Télé, avec l'arrière-pensée que si l'O.R.T.F. changeait, nous pourrions cesser nos activités parallèles. Non, nous n'existons que pour satisfaire les besoins réels des mouvements d'Education permanente.

(Interview recueillie par Jean-Paul Fargier.)

# Le retour à l'ordre ancien

Gilbert Chantaire

Le récent plenum du comité central du parti communiste tchécoslovaque que beaucoup attendaient avec espoir a marqué le grand tournant de la « normalisation » qui dure depuis bientôt un an à Prague.

Après les pseudo-négociations d'août, le « protocole » d'octobre légalisant l'occupation soviétique, puis les concessions successives jusqu'à l'élimination de Dubcek il ne restait plus qu'une étape à franchir : celle du retour complet à l'ordre d'avant janvier 68.

Ce qui fut rondement mené lors de la dernière session plénière du comité central. Husak, le nouveau secrétaire du P.C. tchécoslovaque, que beaucoup considéraient comme un moindre mal, a dissipé bien vite toute équivoque. L'ancien secrétaire du P.C. slovaque, victime du procès Slansky et des purges staliniennes, avait la confiance d'un certain nombre de ses compatriotes. « Dubcek était un héros malgré lui, Husak saura appliquer avec fermeté une politique cohérente » disaient les Pragois lors du remplacement du premier nommé. Ils ont dû déchanter très vite !

Husak s'est montré effectivement très ferme et radical.

Exclusions, blâmes, enquêtes, réhabilitations des « collaborateurs » se sont succédé à un rythme jamais atteint. Les « fantaisies » démocratiques sont abandonnées. La presse étrangère est réduite au silence. Les intellectuels n'ont plus aucun moyen d'expression. Les syndicats attendaient que le Parlement adoptât une loi sur « l'entreprise socialiste », loi délimitant l'autonomie d'action et codifiant les conseils ouvriers.

## Les collaborateurs réhabilités

Ota Sik, le père de la réforme économique est exclu du comité central alors que certains voyaient en son retour à Prague un motif d'espoir. Vaculik, un des auteurs du fameux manifeste des 2.000 mots, a reçu un blâme avec avertissement. Il s'était pourtant « dissocié » de l'entreprise.

Frantisek Kriegel, ancien membre du présidium, ex-président du Front national, est exclu lui aussi. Il avait refusé de signer l'accord sur la « normalisation » déclarant que celui-ci s'était fait sous la pression d'une puissance militaire. Gustav Husak n'a rien trouvé de plus original dans son accusation que les termes de « plate-forme

antiparti, antisocialiste et antisoviétique ». Nous voilà revenus bien loin en arrière. Comme si le peuple tchécoslovaque, au niveau de conscience politique élevé, ne savait pas ce que cachent ces termes usés.

Indra et Bilak, les collaborateurs du mois d'août, sont maintenus au secrétariat du comité central, lavés de toutes les accusations (justifiées) qui les avaient totalement discrédités auprès des masses populaires.

Enfin le chef de file des conservateurs, Lubomir Strougal, devient premier secrétaire adjoint du parti communiste. Il reste, de plus, responsable du parti pour la Bohême-Moravie. Devenu « dauphin » officiel de Gustav Husak, il lui reste à attendre patiemment de prendre la succession du leader slovaque. La boucle sera bouclée.

L'orientation est désormais très claire. Il ne subsiste plus rien de la politique d'après janvier. Les vieux principes, totalement inadaptés aujourd'hui, ressortent. Husak a d'ailleurs proclamé sans ambiguïté le retour à l'ordre ancien. « Tout communiste doit défendre la ligne du parti, partout où il se trouve. Les intellectuels communistes doivent appliquer la discipline du parti »... et beaucoup plus grave : « Le parti est prêt à engager la lutte dans les entreprises (sic) contre les éléments antisocialistes et opportunistes qui ont inventé des méthodes pour démocratiser la production, fonder des conseils ouvriers et Dieu sait quoi encore ! » Ce qui signifie tout simplement : le parti doit contrôler toute l'activité du pays jusqu'à la base dans les entreprises. On ne doit pas démocratiser la production. Les conseils ouvriers sont des éléments antisocialistes. En fin on ne doit pas chercher à adapter et à moderniser la gestion des entreprises.

## Malgré les réserves

De la même façon que nous pensions que le mouvement de mai, malgré des tares évidentes, est un élément d'une expérience historique, nous persistons à dire que le « printemps » tchèque n'est pas un phénomène issu de rien, et qui a disparu totalement d'une manière brutale. Il ne s'agit pas pour nous de faire une comparaison simpliste mais de tirer des enseignements de cette expérience trop mal connue. Ne hurlons pas avec les loups capitalistes qui versent des pleurs sur la liberté étranglée à Prague. Il est possible que le printemps tchèque ait été mal conduit, pas assez rapidement au moins, que certaines expériences présentaient un ca-

ractère ambigu. La liberté de l'information était sans doute encore mal comprise et mal définie. Les pressions du camp occidental ont existé. Tout cela est vrai et la maîtrise de l'évolution de la situation n'était peut-être pas totalement assurée.

Là s'arrêtent, pour nous, les critiques. Il reste à notre avis qu'il est trop simple de dire que le printemps de Prague est une expérience droitière, qu'elle se réduit à une lutte entre technocrates et bureaucrates. Condamner de la même façon l'impérialisme soviétique contre le révisionnisme tchèque sans analyse du phénomène intérieur est aussi dénué de fondements.

## La fonction des syndicats

Comment peut-on revenir à des concepts aussi éculés sans analyser les conditions objectives de l'expérience tchécoslovaque. Depuis plusieurs années la gestion économique lourdement centralisée s'était révélée catastrophique. Ce sont là les conditions économiques qui ont provoqué la perte du régime Novotny. La classe ouvrière unanime a résisté à l'impérialisme soviétique. Les intellectuels avaient passé le relais de la construction du socialisme aux travailleurs avant le mois d'août. Si les forces « antisocialistes » existent aujourd'hui ce sont les Russes qui les ont créées pour une large part.

Peut-on dire que l'expérience des conseils ouvriers allait faire basculer la Tchécoslovaquie dans le camp capitaliste ? Il est, au contraire, pour nous, évident, comme le disait Prace, l'organe des syndicats, que la classe ouvrière est le seul garant de la politique d'après janvier et l'unique rempart à une restauration du capitalisme. La mise en place des conseils d'entreprises et la création d'un « conseil des conseils » (groupant quelque 200 entreprises de toute la Tchécoslovaquie) avaient soulevé l'enthousiasme des travailleurs et de l'ensemble de la population. Prace déjà nommé écrivait à l'époque (décembre 69) : « Cette attitude courageuse (de la classe ouvrière) lui vaut le respect de l'ensemble du Front culturel et scientifique. Ainsi les leaders barbus des étudiants parlent avec une tendresse filiale de la classe ouvrière. » Nous étions loin des calomnies staliniennes de ceux qui parlent au nom des travailleurs !

L'autogestion qui n'est pas une « formule creuse » comme se plaisent à le dire les dirigeants communistes français n'est plus à l'ordre du jour. Les syndicats tchécoslovaques avaient

pourtant défini les limites de celle-ci. Les conseils ouvriers assument l'autogestion. Ils comprennent les représentants des travailleurs élus démocratiquement, les représentants de la direction de l'usine, des spécialistes et d'autres groupes de spécialistes, suivant l'importance de l'entreprise et la nature de ses activités. Le but était une planification au service des besoins. Il restait à coordonner cette planification avec, d'une part, l'esprit d'entreprise, la rentabilité, l'efficacité du travail et, d'autre part, les justes revendications des travailleurs. Apparaissait alors le rôle nouveau des syndicats dans une société socialiste avancée comme l'est la Tchécoslovaquie. Les « intérêts communs » du stalinisme, toujours situés par rapport aux intérêts révolutionnaires déterminés par le parti, disparaissaient d'eux-mêmes.

## Le rôle dirigeant du parti

L'expérience tchécoslovaque n'est pas morte malgré le retour à l'ordre novotnyen. Il est impossible de figer une telle espérance dans des schémas dépassés. La décentralisation est une nécessité économique dans une société avancée. L'« utopie » marxiste devient une réalité. Les vrais besoins collectifs surgissent des masses dans la mesure où celles-ci sont libérées de l'esclavage du travail à la chaîne, sont dotées d'une éducation correspondant aux besoins culturels et ont la satisfaction de leurs besoins nécessaires.

Dans un pays non développé avec une classe ouvrière à moitié illettrée, le parti révolutionnaire crée la démocratie. Il n'en est pas de même dans une société où la science joue un rôle moteur comme force productrice directe. La science n'étant pas considérée alors sous son seul aspect technologique (dans ce cas le système du centralisme bureaucratique est encore valable) mais comme un élément de progrès technique, social et politique. Dans ces conditions il est possible de créer un pluralisme démocratique en système socialiste et totalement différent de la démocratie formelle bourgeoise pervertie par l'appropriation par une minorité des moyens de production.

C'est dans cette voie que la classe ouvrière tchèque et le parti, qui avait retrouvé son véritable rôle de direction politique, travaillaient au printemps.

Ce brusque coup d'arrêt du dernier plenum d'un comité central devenu une simple chambre d'enregistrement ne peut être définitif. □